



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 5 OCTOBRE, 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3513

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, de nommer M. André Elzéar Guay, notaire, de Ville Marie, greffier de la cour de circuit, pour le comté de Pontiac, à Ville Marie.

3727

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 24^e jour de septembre 1901, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Bedford : Nazaire Bolduc et Hormisdas Bolduc, cultivateurs ; Nazaire St-François, manufacturier, et Edward Shilson, machiniste, tous de la municipalité de la partie est du canton de Bolton, comté de Brome.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 24^e jour de septembre 1901, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Chicoutimi : Joseph Hébert et Florent Laliberté, cultivateurs, et Joseph Trottier, fils, marchand, de Normandin, comté du Lac Saint-Jean.

District de Terrebonne.—Louis Henri Desjardins, marchand-tailleur, et Calixte Gauvreau, commerçant, de la ville de Terrebonne.

District de Joliette.—William Stafford, commerçant, de la ville de Joliette.

3729

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 5th OCTOBER, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3514

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased to appoint, by order in council, Mr. André Elzéar Guay, notary, of Ville Marie, clerk of the circuit court, for the county of Pontiac, at Ville Marie.

3728

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th day of September, 1901, to associate to the commission of the peace for the district of Bedford : Nazaire Bolduc and Hormisdas Bolduc, farmers ; Nazaire St-François, manufacturer and Edward Shilson, machinist, all of the municipality of the east part of the township of Bolton, county of Brome.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th day of September, 1901, to associate to the commission of the peace for the district of Chicoutimi : Joseph Hébert and Florent Laliberté, farmers, and Joseph Trottier, son, merchant, of Normandin, county of Lake Saint John.

District of Terrebonne.—Louis Henri Desjardins, merchant tailor, and Calixte Gauvreau, trader, of the town of Terrebonne.

District of Joliette.—William Stafford, trader, of the town of Joliette.

3730

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nominations de commissaires et syndics d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 24 septembre dernier (1901), de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Comté d'Argenteuil : Arundel—M. Samuel Cook, en remplacement de lui-même.

Comté de Chicoutimi : Grande Baie, Village—MM. Jules Gauthier et Auguste Lavoie, en remplacement d'eux-mêmes.

Comté du Lac Saint-Jean : Roberval—Révd. M. Jos. G. Paradis, en remplacement de lui-même.

Comté de Maskinongé : Saint-Paulin—Révd. M. J. A. Edouard Lafleche et M. Joseph Leblanc, en remplacement, le premier, de lui-même, et le second, de M. Philorome Deschène.

Comté de Matane : Saint-Joseph de Lepage—MM. Ovide Morisset et Louis Landry, en remplacement de MM. Joseph Dubé et Ferdinand Dechamps.

Comté de Matane : Saint-Damase—M. Xavier Dubé, en remplacement de M. Joseph Gallant.

Comté d'Ottawa : High Falls—MM. Louis Nitschke, Wm. Reglin, Paul Escheschlock, Henry Nitschke et Carl Brunke.

Comté de Saguenay : Sept Iles—Révd. M. A. Villeneuve, prêtre, et M. Zoel Jumphe, en remplacement, le premier, de lui-même, et le second, de M. Arthur Bois.

Comté de Saguenay : Pointe aux Esquimaux—M. Nelson Boudreau, en remplacement de M. Vital Tomphe.

Comté de Terrebonne : Shawbridge—MM. Andrew McAllister et Rufus Cleary, en remplacement d'eux-mêmes.

Syndics d'écoles.

Comté des Deux Montagnes : Sainte-Scholastique—M. Michel Dorion, en remplacement de lui-même.

Comté de Pontiac : Upper Litchfield—M. le Dr S. J. McMally, en remplacement de M. Wm. Kelly.

Comté de Québec : Beauport, paroisse—M. Charles Ross Withead, en remplacement de M. Frank H. Hicks.

3745

Proclamations

MINTO.

[L.S.]

CANADA.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui les présentes verront ou qu'elles pourront concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

DAVID MILLS, } ATTENDU qu'il a plu au
Procureur Général, } Dieu Tout-Puissant, dans
Canada, } sa bonté extrême, d'accorder
au Canada cette année une abondante moisson et
d'autres bienfaits,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, et fixons par les présentes, par et de l'avis de Notre Conseil privé du Canada, jeudi, le vingt-huitième jour de novembre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointments of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased make, on the 24th of September instant (1901), the following appointments, namely :

School Commissioners.

County of Argenteuil : Arundel—Mr. Samuel Cook, continued in office.

County of Chicoutimi : Grand Baie, Village—Messrs. Jules Gauthier and Auguste Lavoie, continued in office.

County of Lake Saint John : Roberval—The Revd. Jos. G. Paradis, continued in office.

County of Maskinongé : Saint Paulin—The Revd. Mr. J. A. Edouard Lafleche and Mr. Joseph Leblanc, the former continued in office, and the latter to replace Mr. Philorome Deschène.

County of Matane : Saint Joseph de Lepage—Messrs. Ovide Morisset and Louis Landry, to replace Messrs. Joseph Dubé and Ferdinand Dechampain.

County of Matane : Saint Damase—Mr. Xavier Dubé, to replace Mr. Joseph Gallant.

County of Ottawa : High Falls—Messrs. Louis Nitschke, Wm. Reglin, Paul Escheschlock, Henry Nitschke and Carl Brunke.

County of Saguenay : Sept Iles—The Revd. Mr. A. Villeneuve, priest, and Mr. Zoel Jumphe, the former continued in office, and the latter to replace Mr. Arthur Bois.

County of Saguenay : Pointe aux Esquimaux—Mr. Nelson Boudreau, to replace Mr. Vital Tomphe.

County of Terrebonne : Shawbridge—Messrs. Andrew McAllister and Rufus Cleary, continued in office.

School Trustees.

County of Two Mountains : Sainte Scholastique—Mr. Michel Dorion, continued in office.

County of Pontiac : Upper Litchfield—Dr S. J. McMally, to replace Mr. Wm. Kelly.

County of Québec : Beauport, parish—Mr. Charles Ross Withead, to replace Mr. Frank H. Hicks.

3746

Proclamations

MINTO.

[L. S.]

CANADA.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, KING, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in any wise concern,—GREETING :

A PROCLAMATION.

DAVID MILLS, } WHEREAS it hath pleased
Attorney General, } Almighty God, in His
Canada, } Great Goodness to vouchsafe
this year unto Our Dominion of Canada, a bountiful
harvest and other blessings,—

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a solemn and public acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do hereby appoint Thursday, the twenty-eighth day of November next, as a day of General Thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings with which Canada has been favoured this year ; and We do invite all Our loving subjects

aimés sujets du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et Bien-aimé Cousin le Très-honorable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Comte de Minto et Vicomte Melgund de Melgund, comté de Forfar, dans la pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de Minto, comté de Roxburgh, dans la pairie de la Grande-Bretagne, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE D'OTTAWA, ce QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent un, et de Notre Règne la première.

Par ordre,

3725

R. W. SCOTT,
Secrétaire d'Etat.

Canada,
Province de }
Québec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—**SALUT :**

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A** TTENDU que, sur
Proc.-Genl. } présentation au conseil municipal du comté de Nicolet, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de Sainte-Gertrude, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Nicolet a nommé M^{re} Albert Dumont, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

Et ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie :

Et ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté :

Et ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, n, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport :

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Le "Village de Villers" comprend les lots Nos 30 à 39, inclusivement, du cadastre de la paroisse de Sainte Gertrude, les lots Nos 135 à 152, inclusivement, la partie du lot No 153 qui se trouve au sud-est du prolongement de la ligne divisoire des lots Nos 134 et 135, et les lots Nos 157 à 169, inclusivement, tous du dit cadastre.

Il est limité au nord-est par l'alignement sud-ouest du chemin de la "concession sud-ouest de la rivière Gentilly," au sud-est par les lots Nos 29 et 170 du dit cadastre ; au sud-ouest partie par l'aligne-

ment throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin the Right Honourable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Earl of Minto and Viscount Melgund of Melgund, County of Forfar, in the Peerage of the United Kingdom, Baron Minto of Minto, County of Roxburgh, in the Peerage of Great Britain, Baronet of Nova Scotia, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., etc., Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this FORTIETH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By Command,

3726

R. W. SCOTT,
Secretary of State.

Canada,
Province of }
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c., &c. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—**GREETING :**

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W** H E R E A S, on
Atty.-Genl. } presentation to the municipal council of the county of Nicolet, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the municipality of the parish of Sainte Gertrude, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Nicolet, has named M^{re} Albert Dumont, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated, without amendments, by the council of the aforesaid county ;

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report :

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

The village of Villers comprises lots Nos. 30 to 39, inclusively, of the cadastre of the parish of Sainte Gertrude, lots Nos. 135 to 152, inclusively, the part of lot No. 153 which is south east of the prolongation of the dividing line of lots Nos. 134 and 135, and lots Nos. 157 to 159, inclusively, all of the said cadastre.

It is bounded on the north east by the south-western alignment of the south west concession-road of the riv-er Gentilly, on the south east by lots Nos. 29 and 170 of the said cadastre ; on the south-

ment sud-ouest du chemin Saint-Antoine, en face des lots Nos 38 et 39, et partie par la ligne divisoire des "concessions Saint-Antoine, côté sud-ouest," et "du Petit Saint-Louis;" enfin, au nord-ouest, par les lots Nos 40, 40a, 134 et par la partie nord-ouest du lot No 153.

Le "Village de Villers" ainsi limité contient une superficie de sept cents arpents, plus ou moins, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Gertrude, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de Villers," à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Villers, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conformer en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DEUXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

3793

Canada
Province de
Québec

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le HUITIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le HUITIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand bien et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le SEIZIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

west partly by the south west alignment of the Saint Antoine road, facing lots Nos. 38 and 39, and partly by the dividing line of the "concessions Saint Antoine, south west side" and of the "Petit Saint Louis"; lastly on the north west, by the lots Nos. 40, 40a, 134 and by the north west part of lot No. 153.

The village of Villers, thus bounded, contains an area of seven hundred arpents, more or less, shall be detached from the municipalities of the parish of Sainte Gertrude, and shall thenceforth form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Villers."

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of "Villers", a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these

Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this SECOND day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By Command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

3794

Canada,
Province of
Quebec.

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King Defender of the Faith, &c., &c. To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the EIGHTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the EIGHTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear:

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our City of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS AMABLE JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3117

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRTIETH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

3118

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6365.

Dorion.

La partie sud des lots 12 et 13, du 3e rang, à Richard Thayer.
Adj. 6801.

Blake.

Lots 37 et 38, du 4e rang, à Geo. Vallières.
Lot 39, du 4e rang, à Joseph Vallières.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 30 septembre 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6858.

Peterborough.

1er rang nord-est.

La partie S. O. du lot 24, à Dieudonné Maigret.
La partie S. O. du lot 25, à Dieudonné Maigret.
La partie N. E. du lot 24, à François Lavallée.
La partie N. E. du lot 25, à François Lavallée.
Lot 28, à Israël Désormiers.
Lot 29, à Adolphe Charpentier.

E. E. TACHÉ,
Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 3 octobre 1901.

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6365.

Dorion.

South part of lots 12 and 13, in 3rd range, to Richard Thayer.
Adj. 6801.

Blake.

Lots 37 and 38, in 4th range, to Geo. Vallières.
Lot 39, in 4th range, to Joseph Vallières.

E. E. TACHÉ,
Deputy minister

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 30th September, 1901.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6858.

Peterborough.

1st range north east.

S. W. part of lot 24, to Dieudonné Maigret.
S. W. part of lot 25, to Dieudonné Maigret.
N. E. part of lot 24, to François Lavallée.
N. E. part of lot 25, to François Lavallée.
Lot 28, to Israël Désormiers.
Lot 29, to Adolphe Charpentier.

E. E. TACHÉ,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 3rd October, 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Es par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Armand.

Lot 19, du 1er rang, à Hilaire Beaupré.

2e rang.

Lot 17, à Jules Bouchard.

Lot 19, à J.-Bte Deschênes.

Lot 20, à Ed Michaud.

Canton Armagh.

Lot 28, du 1er rang N. O., à Philias Fradet.

E. E. TACHE,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

Québec, 5 octobre 1901.

3741

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné, que les cercles agricoles ci-après mentionnés, ayant transmis au département de l'Agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ces cercles qui sont par les présentes constitués en corporations.

Dans le comté de Bonaventure, les cercles ci-dessous sont autorisés sous les noms suivants :

" Cercle Agricole de la paroisse de Saint-Godfroi. "

" Cercle agricole de la mission de Saint-André de Ristigouche. "

" Cercle agricole de la mission de Saint-François d'Assise. "

F. G. MIVILLE DECHENE,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 2 octobre 1901.

3759

13 septembre 1901.

AVIS EN VERTU DE L'ARTICLE 3097 S. R. P. Q.

La formation d'une société sous le nom de " The Subordinate Lodges of the Knights of Pythias de la province de Québec, " dans les buts suivants, savoir : de se mettre, au moyen de contributions volontaires ou autres souscriptions, de ses membres, en état de se secourir entre eux, ou les membres de leurs familles qui sont affligés par suite des maladies, d'accidents ou de revers de fortune ; pourvoir au paiement d'une indemnité aux bénéficiaires des membres de l'Ordre et développer l'esprit militaire entre eux, a été autorisée par ordre en conseil en date du douzième jour de septembre 1901. Le principal bureau sera à Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, à Québec, ce treizième jour de septembre 1901.

ADELARD TURGEON,

3747

Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de " la loi corporative des compagnies à fonds social " des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 26e jour de septembre 1901, incorporant George Frances Errol de Guerry Languedoc, C. E., courtier ; A. Peter McKenzie, courtier ; Hector Lamontagne, marchand ; Henry Blachford, agent financier, et Lucius DeWitt Stone, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants :

(a) Manufacturier, fournir, vendre du bois, des chassais et portes, échelles, épingles pour linges, allumettes, paniers, balais et brosses, et en disposer ;

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Land, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Armand.

Lot 19, of 1st range, to Hilaire Beaupré.

2nd range.

Lot 17, to Jules Bouchard.

Lot 19, to J. Bte Deschênes.

Lot 20, to Ed. Michaud.

Township Armagh.

Lot 28, of 1st range N. W., to Philias Fradet.

E. E. TACHE,

Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.

Quebec, 5th October, 1901.

3742

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Public notice is hereby given that the farmers' clubs hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of these clubs, which are hereby constituted in corporations.

In the county of Bonaventure, the following clubs are authorized under the following names, to wit :

" Farmers' club of the parish of Saint Godfroi. "

" Farmers' club of the mission of Saint André de Ristigouche. "

" Farmers' club of the mission of Saint François d'Assise. "

F. G. MIVILLE DECHENE,

Minister of agriculture.

Quebec, 2nd October, 1901.

3760

13th September, 1901.

NOTICE UNDER ARTICLE 3097 R. S. P. Q.

The formation of an association under the name of " The Subordinate Lodges of the Knights of Pythias of the province of Quebec ", for the following purposes, viz : to make, by means of voluntary and other contribution, from its members, provision for those among them, or their immediate families, who are afflicted by sickness, accident or reverses of fortune ; to provide indemnity for the beneficiaries of deceased members of the Order, and to promote a military spirit among them, has been authorized by order in council dated the twelfth day of September, 1901. The head office is at Montreal.

Dated at the office of the provincial secretary, at Quebec, the thirteenth day of September, 1901.

ADELARD TURGEON,

3748

Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under " the Joint Stock Companies Incorporation Act, " letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 26th day of September 1901, incorporating George Frances Errol de Guerry Languedoc, C. E., broker ; A. Peter McKenzie, broker ; Hector Lamontagne, merchant ; Henry Blachford, financial agent, and Lucius DeWitt Stone, manufacturer, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the purposes, viz :

(a) To manufacture, supply, sell and dispose of, lumber, sash and doors, ladders, clothes-pins, matches, baskets, brooms and brushes ;

(b) **Manufacturer, préparer pour la vente et vendre de la farine, gruau et aliment, aussi mouder e blé et tous autres produits ou céréales, en faire le commerce ou en disposer autrement ;**

(c) **Acquérir, manufacturer, construire, faire, ériger, entretenir toutes bâtisses, constructions, appareils, compteurs, tuyaux, fournitures et machines nécessaires ou utiles aux dites affaires, de mettre le tout en opération, de faire tous travaux comme manufacturiers et menuisiers, de produire, manufacturer ou fournir la lumière, chauffage ou pouvoir électriques.**

(d) **Acquérir par achat, par licence ou autrement, et employer, louer, vendre ou en disposer autrement, toute invention ou lettres patentes ou tout droit de se servir ou employer toutes inventions en rapport avec la production, l'approvisionnement de la lumière, chauffage ou pouvoir électriques.**

(e) **Acquérir et mettre en opération les travaux, stocks, propriété, franchises, actif et affaires de toute personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village, soit incorporé ou non, autorisés à faire toutes affaires comprises dans les objets de cet acte, ou faire toute convention dans tel but ou y ayant rapport, d'assurer les engagements de telles personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village en rapport d'iceux, et acquérir, posséder toutes ou partie des actions, débetures et garanties de telles personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village, avec lesquels la compagnie a fait une convention ou contrat et en disposer ;**

(f) **Construire des fournaies, tramways, quais, docks, bureaux et toutes bâtisses nécessaires, et acheter, louer, construire et réparer des bateaux à vapeur ou autres vaisseaux pour les fins de la compagnie ;**

(g) **Octroyer des licences à toute personne, compagnie ou corporation municipale, pour se servir de toute patente, licence ou droit appartenant à la compagnie et pour en recevoir le paiement, soit au comptant ou en bons ou débetures ou en actions payées du fonds social de toute telle autre compagnie ou corporation, et pour devenir jusqu'à un tel point un actionnaire dans toute telle compagnie.**

(h) **Faire les affaires de manufacturiers et menuisiers et entrepreneurs pour la vente, achat et échange de la lumière, chauffage et pouvoir électrique de toute sorte et description, ainsi que les articles y ayant rapport, soit seul ou en rapport avec autres articles et produits, ou en aucune manière quelconque, et de tous les matériaux qui sont employés ou qui peuvent être employés dans la manufacture de tous les articles ou produits ci-dessus mentionnés, et en général de manufacturer, acheter, vendre, échanger les dits articles et en faire le commerce, en tout ou en partie, et tous les matériaux ou toutes substances employés ou qui peuvent être employés dans la manufacture et production de chacun ou aucun des dits articles.**

(i) **Emprunter ou prélever de l'argent pour toutes les fins de la compagnie, émettre des bons ou débetures et de les garantir ainsi que l'intérêt, et hypothéquer ou charger toute l'entreprise ou aucune partie de la propriété présente ou qui sera acquise par la compagnie, et de créer, émettre, tirer, faire, accepter et négocier des bons, billets d'échange, billets promissoires ou effets négociables.**

(j) **Conduire tous les susdits objets ou aucune partie d'iceux comme principaux intéressés ou agents ou en société avec aucune autre personne, société, association ou compagnie, et de faire toutes autres choses avantageuses pour les fins des susdits objets, sous le nom de "Huntingdon Manufacturing Milling and Power Company," avec un fonds social de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres (\$99,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.**

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-huitième jour de septembre 1901.

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

(b) **To deal with, manufacture and render saleable and sell or otherwise dispose of, flour, oatmeal and feed, including the milling of wheat and any other products or cereals ;**

(c) **To acquire, manufacture, construct, lay, erect, maintain and operate all works and other buildings and structures, apparatus, meters, pipes, appliances, fittings supplies and machinery necessary or advisable in connection with the said business of manufacturing or milling and to produce manufacture or supply electric light, heat or power ;**

(d) **To acquire by purchase, license or otherwise, and use lease sell, license or otherwise dispose of any invention or letters patent or any right to use, or employ any inventions in connection with the production, manufacture, milling or supply of electric light, heat or power ;**

(e) **To acquire and operate the works, stocks, property, franchises, assets and business of any person, company, city, town, municipality or village, and whether incorporated or not, authorized to carry on any business comprised in the objects of this act, or enter into any arrangement for such purpose or in connection therewith, and for assuming the liabilities of such person, company, city, town, municipality or village in respect thereof, and acquire, hold or dispose of the whole or any part of the shares, debentures, and securities of such person, company, city, town, municipality or village, with which the company has entered into an arrangement or contract ;**

(f) **To construct furnaces, tramways, wharfs, docks, offices and all necessary buildings, and purchase, hire, build and repair steam and other vessels for the purpose of the company ;**

(g) **To grant licenses to any person, company or municipal corporation, to use any patent, license or right held and owned by the company, and to receive payment therefor, either in cash or in bonds or debentures or in fully paid-up shares of the capital stock of any other such company or corporation, and to become to such extent a shareholder in any such company ;**

(h) **To carry on the business of manufacturers and millers and contractors for the sale, purchase and exchange of electric light, heat and power of all kinds and descriptions, as well as related articles, either alone or in connection with other articles and products, or in any way whatever, and of all materials which are or may be used in the manufacture of any of the above mentioned articles or products, and generally to manufacture, buy, sell, exchange and deal in the said articles, or any or either of them, and all materials or substances used or which may be used in the manufacture and production of each or any of said articles.**

(i) **To borrow or raise money for any of the purposes of the company, to issue bonds or debentures and to secure the same and interest, and mortgage or charge the undertaking or all or any part of the property present or to be acquired of the company, and to create, issue, draw, make, accept and negotiate bonds, bills of exchange, promissory notes or negotiable instruments ;**

(j) **To carry out all or any parts of the foregoing objects as principals or agents or in conjunction with any other person, firm, association or company, and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Huntingdon Manufacturing Milling and Power Company," with a total capital stock of ninety nine thousand and nine hundred dollars (\$99,900.00), divided into nine hundred and ninety-nine shares (999) of one hundred dollars (\$100.00) each.**

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this twenty-eighth day of September 1901.

ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

**EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL
DE L'INDE.**

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA.

Ottawa, 25 septembre 1901.

Avis est donné par le présent que les règlements, etc., concernant demande d'admission à l'examen pour le service civil de l'Inde, pour 1902, sont déposés au département du secrétaire d'Etat, aux secrétariats des diverses provinces et au bureau du secrétaire particulier de Son Honneur le lieutenant-gouverneur des territoires du Nord Ouest, où les candidats pourront les consulter.

Par ordre.

R. W. SCOTT,
Secrétaire d'Etat.

3669-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 14 septembre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Philéas Bazinet, écuyer, notaire public, de la cité de St-Hyacinthe, comté et district du même nom, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire H. R. Blanchard, en son vivant notaire public, du même endroit, en vertu des dispositions du code du notariat, (article 3685 des S. R. P. Q.).

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

3629-3

**EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.**

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds sociaux; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le réarpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un

**EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE
OF INDIA.**

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE.

Ottawa, 25th September, 1901.

Notice is hereby given that the regulations, &c., governing the open competition for admission to the Indian civil service, for 1902, are filed in the department of the secretary of State, in those of secretaries of the several provinces and in the office of the private secretary of His Honor the Lieutenant-Governor of the North West Territories, where they may be seen, by intending candidates.

By command,

R. W. SCOTT,
Secretary of State.

3670

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 14th September, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Joseph Philéas Bazinet, esquire, notary public, of the city of St. Hyacinthe, county and district of the same name, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the notary H. R. Blanchard, in his lifetime notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code (art. 3685 R. S. P. Q.).

ADELARD TURGEON,

Provincial secretary.

3630

**EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.**

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of a particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clear and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-

bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis de péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournaant ou non, et les dimensions de ce pont-tournaant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de ce bill doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3509

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législation de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de

bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or adding any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

3510

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turn

fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le recarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant.— doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sans dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des bûches de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à

pike, Road, Telegraph or Telephone Line the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notices to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock com-

une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on dési-rera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passage et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, doivent mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution ou incorporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent énoncer que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

3511

Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATUM.—A la page 1598, de la Gazette du vingt-septième jour de juillet dernier (1901), dans les nominations de juges de paix, pour le district d'Arthabaska, au lieu de Albert Gagnon, lisez Alfred Gagnon. 3731

ERRATUM.—Dans les avis de cancellation parus la semaine dernière, il faut lire canton Matalik au lieu de canton Katalik. 3734

pany, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of towns only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnstile road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways turn-pike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,

3512

Clerk of the Legislative Assembly

ERRATUM.—At page 1598, of the Gazette of the twenty-seventh day of July last (1901), in the appointments of justices of the peace, for the district of Arthabaska, instead of Albert Gagnon, read Alfred Gagnon. 3732

ERRATUM.—In the notices of cancellation published last week, read township Matalik instead of township Katalik. 3733

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que les membres de la Congrégation Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas, Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte pour les incorporer sous le nom de "Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas of Montreal," avec pouvoir d'acquiescer et posséder des propriétés immobilières, de tenir des registres d'actes d'état civil, et d'exercer tous autres droits relatifs aux corporations religieuses.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,

Avocats des requérants.

Montréal, 3 septembre 1901. 3489-5

Avis public est par le présent donné que la corporation des allemands et juifs polonais de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, à l'effet d'amender sa charte en abrogeant certaines parties de l'acte de l'ancienne province du Canada, 9 Vict., chap. 96; changer le nom de la dite corporation en celui de "Corporation of English, German and Polish Jews Shaar Hashomayim; augmenter ses pouvoirs pour posséder des propriétés mobilières et immobilières; d'abolir le mode d'enregistrement requis par l'acte de l'ancienne province du Canada, 9 George IV, chap. 75; d'autoriser la rectification des registres d'état civil, ci-devant tenus par la dite corporation, et pour autres fins.

JACOBS, LYON,
PATTERSON & GARNEAU,

Avocats de la requérante

Montréal, 3 septembre 1901. 3491-5

Avis Divers

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que, par ordre en conseil, en date du vingt-quatrième jour de septembre courant, il a plu à Son Honneur, le lieutenant gouverneur, d'approuver la résolution adoptée par le conseil municipal du comté de Dorchester, le quatre juillet dernier, détachant de la municipalité de Watford Ouest, les lots ci-après désignés, et les annexant à la municipalité de la paroisse de Sainte-Rose de Watford, pour les fins municipales, savoir: Dans le quatrième rang, depuis et y compris le lot numéro trente et un, dans le cinquième rang nord-est, depuis et y compris le lot numéro seize, dans le sixième rang nord-est, depuis et y compris le lot numéro vingt, dans le septième rang nord-est, depuis et y compris le lot numéro trente, jusqu'à la rivière Veilleux, pour tous les rangs ci-dessus et dans les rangs huit, neuf, dix et onze, depuis le lot numéro vingt-trois, jusqu'au lot numéro trente, inclusivement, le tout du canton de Watford.

Donné à Sainte-Hénédine, ce vingt-huitième jour du mois de septembre mil neuf cent un.

FRS. FORTIER,
S. T. C. M. C. D.
3737

Cour Supérieure.—District de Bedford.
No 6847.

Dame Alice Cadieux a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Hornidas Girard, voiturier, de la ville Farnham.

J. S. POULIN,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 24 septembre 1901. 3749

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the members of the Congregation Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas, Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for the passing of an Act to incorporate them under the name of "Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas of Montreal," with power to acquire and possess immovable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,

Attorneys for applicants.

Montreal, 3rd September, 1901. 3490

Public notice is hereby given that the corporation of German and Polish Jews of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter by repealing certain portions of the Act of the late province of Canada, 9 Vict., chap. 96, by changing the name of the said corporation to the corporation of English, German and Polish Jews Shaar Hashomayim; by increasing its power to hold movable and immoveable property; by removing the necessity of registration required by the act of the late province of Canada, 9 George IV., chap. 75; by authorizing the rectification of the registers of civil status, heretofore kept by the said corporation, and for other purposes.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,

Attorneys for applicants.

Montreal, 3rd September, 1901. 3492

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that, by order in council, dated the twenty-fourth day of September instant, His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased to approve the resolution adopted by the municipal county council of Dorchester, the fourth of July last, detaching from the municipality of West-Watford, the following lots, and annexing them to the municipality of Sainte Rose de Watford, for municipal purposes, viz: In the fourth range, from and include the lot number thirty-one, in the north-east fifth range, from and include the lot number sixteen, in the north-east sixth range, from and include the lot number twenty, in the north-east seventh range, from and include the lot number thirty, to the river Veilleux, for all above ranges and in the ranges eight, nine, ten and eleven, from the lot number twenty-three to the lot number thirty, inclusively, all above of the township of Watford.

Given at Sainte Henedine, this twenty-eighth day of the month of September, one thousand nine hundred and one.

FRS. FORTIER,
S. T. M. C. C. D.
3738

Superior Court.—District of Bedford.
No. 6847.

Dame Alice Cadieux has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Hornidas Girard, of the town of Farnham, carriage maker.

J. S. POULIN,
Attorney for plaintiff.
Sweetsbury, 24th September, 1901. 3750

Dame Philomène Beaudoin, de Montréal,
Demanderesse ;

vs.

François Xavier Ribout dit Lacas, du même lieu,
Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, le défendeur, son mari, devant la cour supérieure, à Montréal, sous le No 1029.

JEAN D'AMOUR,
Proc. de la demanderesse.

Montréal, 17 septembre 1901. 3603-3

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } Cour Supérieure
No 770.

Dame Martine Gervais, de la ville de Salaberry de Valleyfield, épouse de Donat Dubuc, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Donat Dubuc, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

SEERS & LAURENDEAU,
Procureurs de la demanderesse.

Beauharnois, 10 septembre 1901. 3569-4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } Cour Supérieure.
No. 203.

Dame Alice Derrick, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens d'Alexander Aller, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée,
Demanderesse ;

vs.

Alexander Aller, ci-devant du même endroit, maintenant de lieux inconnus, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause.

M. F. HACKETT,
Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 1er août 1901. 3463-5

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.
No 125.

Dame Alma Garneau, du village d'Arthabaskaville, épouse commune en biens de Alfred Baril, du même lieu, menuisier, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Alfred Baril, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le septième jour de septembre courant.

COTÉ & GIROUARD,
Procureurs de la demanderesse.

Daté ce 11 septembre 1901. 3567-4

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de St-Hyacinthe. }

Dame Edwidge Arzélie Martin, de la paroisse de Saint-Dominique, dit district, épouse commune en biens de François-Xavier Dubreuil, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Le dit François-Xavier Dubreuil, Défendeur ;

et

Léonidas Brunelle, notaire, des cité et district de Saint-Hyacinthe,
Tiers-saisi.

Une action a été, le quatre septembre courant, intentée contre le défendeur, par la demanderesse, en séparation de biens.

BEAUPARLANT & MORIN,
Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 10 septembre 1901. 3547-4

Dame Philomène Beaudoin, of Montreal,
Plaintiff ;

vs.

François Xavier Ribout dit Lacas, of the same place,
Defendant.

Plaintiff has, this day, taken against defendant, her husband, an action in separation of property, before the superior court, at Montreal, under No. 1029.

JEAN D'AMOUR,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 17th September, 1901. 3604.

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } Superior Court.
No. 770.

Dame Martine Gervais, of the town of Salaberry de Valleyfield, wife of Donat Dubuc, of the same place, and duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Donat Dubuc, Défendeur.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, to day.

SEERS & LAURENDEAU,
Attorneys for the plaintiff.

Beauharnois, 10th September, 1901. 3570

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } Superior Court.
No. 203.

Dame Alice Derrick, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Alexander Aller, of the same place, farmer, duly authorized,
Plaintiff ;

vs.

Alexander Aller, formerly of the same place, now of parts unknown, Défendeur.
An action for separation as to bed and property has been instituted in this cause.

M. F. HACKETT,
Attorney for plaintiff

Sherbrooke, 1st August, 1901. 3464

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } Superior Court
No. 125.

Dame Alma Garneau, of the village of Arthabaskaville, wife common as to property of Alfred Baril, of the same place, joiner,
Plaintiff ;

vs.

The said Alfred Baril, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the seventh of September instant.

COTÉ & GIROUARD,
Attorneys for plaintiff.

Dated, 11th September, 1901. 3568

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court
District of St. Hyacinth. }

Dame Edwidge Arzélie Martin, of the parish of Saint-Dominique, said district, wife common as to property of François-Xavier Dubreuil, of the same place,
Plaintiff ;

vs.

The said François-Xavier Dubreuil, Défendeur ;

and

Léonidas Brunelle, notary, of the city and district of Saint Hyacinth,
Garnishee.

An action has been instituted on the fourth day of September instant, against the defendant, by the plaintiff, for separation of property.

BEAUPARLANT & MORIN,
Advocates of the plaintiff.

Saint Hyacinth, 10th September, 1901. 3548

Province de Québec, }
 District d'Archabaska. } *Cour Supérieure.*
 Dame E. René, épouse de Johnny Régis, de la
 paroisse de Sainte-Clotilde de Horton,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Johnny Régis, Défendeur.
 Avis est par le présent donné qu'une action en
 séparation de biens a été par elle instituée contre le
 défendeur.

J. E. METHOT,
 Procureur de la demanderesse.
 Daté ce 3 septembre 1901. 3477-5

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 No 769.

Dame Marie Lecompte, de la ville de Salaberry de
 Valleyfield, dit district, épouse commune en biens
 de Clément Chapelle, marchand, du même lieu,
 dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.
 Le dit Clément Chapelle, Défendeur.
 Un action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, ce jour.

SEERS & LAURENDEAU,
 Procureurs de la demanderesse.
 Beauharnois, 4 septembre 1901. 3521-b

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Richelieu. }
 No 4337.

Dame Marie Paul-Hus a, ce jour, poursuivi en
 séparation de biens son époux, George Manseau,
 constructeur de vais-saux, de la cité de Sorel.

ETHIER & LEFEBVRE,
 Avocats de la demanderesse.
 Sorel, 3 septembre 1901. 3523-5

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 No 773.

Dame Cordélia Barrette, de la ville de Salaberry
 de Valleyfield, épouse d'Albert Plante, épiciier, du
 même lieu, a, ce jour, institué une action en sépa-
 ration de biens contre son dit époux.

BROSSOIT & BROSSOIT,
 Avocats de la demanderesse.
 Beauharnois, 19 septembre 1901. 3663-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois
 après la dernière publication de cet avis, dans la
Gazette Officielle de Québec, les personnes ci-après
 nommées s'adresseront à Son Honneur le lieuten-
 ant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres
 patentes les consti nant, et telles autres personnes
 qui pourront devenir plus tard actionnaires de la
 dite compagnie, en corps politique et corporation,
 en vertu de la section deuxième, chapitre troisième,
 titre onzième des Statuts Refondus de la province
 de Québec, "de la constitution en corporation des
 compagnies à fonds social," sous le nom et pour les
 fins ci-après mentionnées :

1° Le nom corporatif de la compagnie est le sui-
 vant : "La Compagnie Electrique Canada", (The
 Canad. Electric Company).

2° L'incorporation est requise pour les fins sui-
 vantes, savoir : la fabrication et l'exploitation d'un
 système d'horlog-s électriques ; la fabrication, la
 vente et l'installation d'appareils de lumière élec-
 trique, de téléphones, de sonneries et de tous autres
 appareils électriques.

3° Le siège principal d'affaires de la dite compa-
 gnie est et sera dans la ville de Montréal.

4° Le montant projeté du capital-actions est de
 \$100,000 00.

5° Le capital-actions sera divisé en 1000 actions
 de \$100 00.

6° Les requérants sont les personnes suivantes :
 Lacasse Rousseau, entrepreneur-électricien, de la
 ville de Saint-Louis, district de Montréal ; Théo-

Province of Quebec, }
 District of Archabaska. } *Superior Court.*
 Dame E. René, wife of Johnny Régis, of the parish
 of Sainte Clotilde de Horton,
 Plaintiff ;

vs
 The said Johnny Régis, Defendant.
 Notice is hereby given that the plaintiff has, this
 day, instituted an action against the defendant for
 separation as to property.

J. E. METHOT,
 Attorney for plaintiff.
 Dated this 3rd September, 1901. 3478

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 No. 769.

Dame Marie Lecompte, of the town of Salaberry of
 Valleyfield, said district, wife of Clément Cha-
 pelle, merchant, of the same place, and duly au-
 thorize à ester en justice,
 Plaintiff ;

vs.
 The said Clément Chapelle, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted in this cause, this day.

SEERS & LAURENDEAU,
 Attorneys for the plaintiff.
 Beauharnois, 4th September, 1901. 3522

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Richelieu, }
 No. 4337.

Dame Marie Paul-Hus has, this day, sued for
 separation of property her husband, George Man-
 seau, ship-builder, of the city of Sorel.

ETHIER & LEFEBVRE,
 Attorneys for plaintiff.
 Sorel, 3rd September, 1901. 3524

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 No. 773.

Dame Cordélia Barrette, of the town of Salaberry
 of Valleyfield, wife of Albert Plante, grocer, of the
 same place, has, this day, instituted an action in
 separation of property against her said husband.

BROSSOIT & BROSSOIT,
 Attorneys for plaintiff.
 Beauharnois, 19th September, 1901. 3664

Notice is hereby given that, within one month
 after the last publication of this notice, in the
Quebec Official Gazette, the persons hereinafter
 named will apply to His Honor the Lieutenant
 Governor in council, for a charter of incorporation
 under the provisions of section second, chapter
 third, title eleven of the Revised Statutes of
 Canada "the joint stock companies incorporation
 act," constituting the applicants and such others as
 may become shareholders in the proposed company,
 a body corporate and politic, by the name and for
 the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said company is the
 following : "The Canada Electric Company."

2. The incorporation is sought for the following
 purposes, to wit : the fabrication and working of a
 system of electric clocks ; the fabrication, sale and
 installation of electric light, telephone and bell
 ringing apparatus, and of any other electric
 apparatus.

3. The chief place of business of the said
 company is and will be at the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital is \$100,000.00.

5. The stock will be divided into 1000 shares of
 \$100.00.

6. The petitioners are the following parties :
 Lacasse Rousseau, electrical contractor, of the
 town of Saint Louis, district of Montreal ; Théo-

phile Alain, comptable, de la ville de Montréal, dit district; Henri Grandbois, comptable, de Saint-Casimir, district de Québec; Arthur Rousseau, médecin, de la ville de Québec, district de Québec; Maurice Rousseau, avocat, de la ville de Montmagny, district de Montmagny; les dits requérants seront les directeurs provisoires.

MAURICE ROUSSEAU,

Procureur des requérants.

Montréal, 1er octobre 1901.

3755

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Garth Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'acquies comme une affaire en opération les affaires ci-devant faites dans la cité de Montréal, sous les nom et raison de "Garth & Company," et de fabriquer et faire le commerce d'appareils pour l'électricité, le gaz et la vapeur, et en général de faire les affaires de manufacturiers et de marchands de matériaux de quincaillerie et de plomberie de toutes descriptions et de toute condition de manufacture.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cent soixante et quinze mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de dix-sept cent cinquante, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms des requérants sont comme suit : Charles Garth, gentilhomme; Henry W. Garth, marchand; John Henry Garth, marchand; Albert Edward Garth, marchand, et John George Smith, manufacturier, tous des cité et district de Montréal.

7° Des dits requérants, Charles Garth, John Henry Garth et John George Smith seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,

Solliciteurs des requérants.

Daté dans la cité de Montréal, le vingtième jour de septembre dix-neuf cent un.

3651-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "Eastern Townships Brick & Manufacturing Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acquies et posséder, louer et tenir par tout titre légal, toutes terres, limitées à bois, meubles et immeubles, appareils et droits, pouvoirs d'eau et privilèges et autres appartenances et améliorations qui peuvent être nécessaires ou utiles à ses affaires comme manufacturière de briques, commerçante de bois et entrepreneur, vendre et louer le tout ou toute partie d'iceux ou en disposer autrement.

phile Alain, accountant, of the city of Montreal, said district; Henri Grandbois, accountant, of Saint Casimir, district of Quebec; Arthur Rousseau, physician, of the city of Quebec, district of Quebec; Maurice Rousseau, advocate, of the town of Montmagny, district of Montmagny; the said petitioners will be the provisional directors.

MAURICE ROUSSEAU,

Attorney for petitioners.

Montreal, 1st October, 1901.

3756

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the Quebec Companies Act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Garth Company."

2. The object for which incorporation is sought is : to acquire as a going concern the business heretofore carried on at the city of Montreal, under the name and style of "Garth & Company," and to manufacture and deal in electric, gas and steam fixtures, and generally to carry on the business of manufacturers and dealers in hardware and plumbers materials of all descriptions and in every condition of manufacture.

3. The chief place of business of the said company is at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is one hundred and seventy-five thousand dollars.

5. The number of the shares will be seventeen hundred and fifty, and the amount of each share one hundred dollars.

6. The names of the applicants are as follows : Charles Garth, gentleman; Henry W. Garth, merchant; John Henry Garth, merchant; Albert Edward Garth, merchant, and John George Smith, manufacturer, all of the city and district of Montreal.

7. Of the said applicants, Charles Garth, John Henry Garth and John George Smith shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are resident in Canada and subjects of His Majesty.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,

Solicitors for applicants.

Dated at the city of Montreal, the twentieth day of September, nineteen hundred and one.

3652

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is to be "Eastern Townships Brick and Manufacturing Company".

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To acquire and own, lease and hold, by any legal title, all such lands, timber limits, real and movable property, plant and rights, water powers and privileges and other appurtenances and improvements as may be necessary or useful in connection with their business as manufacturers of brick, lumber dealers and contractors, and the same or any part thereof to sell, lease or otherwise dispose of.

(b) De manufacturer de la brique commune, pressée ou pressée de nouveau, ou de toute autre description, tuyaux de drainage et des tuiles, chaux, ciment et tous objets manufacturés avec de l'argile ; de manufacturer, acheter et vendre du bois, bois de construction, bois de corde, bois de pulpe de toutes descriptions ; d'acquérir et posséder, construire ou louer les factorios, magasins, salles de ventes, bureaux, moulins, aqueduc, travaux et tramways électriques qui peuvent être nécessaires ou utiles, et en général de manufacturer et vendre de la brique, chaux, ciment, sable, bois, bois de pulpe, billots et bois et toute sorte de matériaux pour construction, et de faire et conduire des affaires en général comme entrepreneurs et commerçants et fournisseurs de matériaux pour construction de toute description.

(c) De faire aucune et toutes choses ayant rapport à aucun et tous les susdits objets.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00.)

5° Le dit fonds social sera divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Walter B. Neil, manufacturier ; William R. Webster, manufacturier ; James S. Mitchell, marchand ; Sylvester W. Jenckes, manufacturier ; Norman N. Walley, entrepreneur ; Daniel McManamy, marchand, et George Long, manufacturier, tous de la dite cité de Sherbrooke, et Sidney L. Spafford, gérant, du village de Lennoxville, dans les dits district et province.

7° Les dits Walter B. Neil, William R. Webster, James S. Mitchell, Sylvester W. Jenckes, Norman N. Walley, Daniel McManamy, George Long et Sidney L. Spafford seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

HURD & FRASER,
Solliciteurs des requérants.

Daté 25 septembre 1901.

3683 2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, d'incorporation comme compagnie à fonds social.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Starke Coöperage Co."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acquérir, vendre, posséder et louer des limites à bois et moulins à scie, et de les mettre en opération ; de manufacturer et faire le commerce de bois et de ses produits ; de faire en général les affaires d'une société ; de faire toute autre affaire de même nature ou y ayant rapport.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William Starke, marchand, de la cité de Montréal ; Robert Starke, marchand ; Arthur N. Paxton, tonnelier ; David McGill, teneur de livres, tous trois de la ville de Westmount, et William Jarvis, commis, de la susdite cité de Montréal, tous dans la province de Québec, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, et tous sont sujets anglais.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 25 septembre 1901.

3687-2

(b) To manufacture bricks common, pressed or re-pressed, or of any other description, drain and tile pipes, lime, cement and all manufactures of clay ; to manufacture, purchase and sell timber, lumber, cord-wood and pulp-wood of all descriptions ; to acquire and own, construct or lease such factories, store-rooms, salesrooms, offices, mills, water-works, electrical works and tramways as may be found necessary or useful, and generally to manufacture and deal in bricks, lime, cement, sand, wood, pulp-wood, logs and lumber and all grades of builders materials, and to carry on and conduct a general business as contractors and traders and furnishers of building materials of all descriptions.

(c) To do any and all things incidental to and for the proper and efficient carrying on of any and all of the above purposes.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis and province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is to be fifty thousand dollars (\$50,000.00).

5. The said capital stock is to be divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Walter B. Neil, manufacturer ; William R. Webster, manufacturer ; James S. Mitchell, merchant ; Sylvester W. Jenckes, manufacturer ; Norman N. Walley, contractor ; Daniel McManamy, merchant, and George Long, manufacturer, all of the said city of Sherbrooke, and Sidney L. Spafford, manager, of the village of Lennoxville, in said district and province.

7. The said Walter B. Neil, William R. Webster, James S. Mitchell, Sylvester W. Jenckes, Norman N. Walley, Daniel McManamy, George Long and Sidney L. Spafford are to be the first or provisional directors of the said company, all of whom are resident in Canada and subjects of His Majesty.

HURD & FRASER,
Solliciteurs for applicants.

Dated 25th September, 1901.

3684

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent of incorporation as a joint stock company.

1. The proposed name of the company is "The Starke Coöperage Co."

2. The objects for which incorporation is sought are : to acquire, sell, own and lease timber limits and saw mills, and to operate the same ; to manufacture and deal in lumber and the products thereof ; to carry on a general coöperage business ; to do any other business of a like nature or incidental to the foregoing.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be fifty thousand (\$50,000) dollars, divided into five hundred (500) shares of one hundred (\$100) dollars each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants, are as follows : William Starke, merchant, of the city of Montreal ; Robert Starke, merchant ; Arthur N. Paxton, cooper ; David McGill, book-keeper, all three of the town of Westmount, and William Jarvis, clerk, of the city of Montreal aforesaid, all in the province of Quebec, all of whom are to be the first or provisional directors of the said company, and all of whom are british subjects.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solliciteurs for applicants.

Montreal, 25th September, 1901.

3688

Avis est par les présentes donné que les personnes ci-après désignées, demanderont au lieutenant-gouverneur des lettres patentes, pour les constituer en corporation, conformément à la "Loi corporative des compagnies à fonds social."

Le nom corporatif de la compagnie projetée sera : "La Compagnie Théâtrale du Canada"; sa place d'affaires dans la province de Québec, sera Montréal; son capital action projeté, \$10,000.00, divisé en 200 parts, \$50.00 chaque.

Le but de la compagnie projetée est de donner à Montréal et ailleurs des représentations théâtrales, et particulièrement des soirées dramatiques, musicales et littéraires, sous le nom de "Soirées de Famille".

Les requérants sont : Urbain J. Ledoux, consul des États-Unis d'Amérique, en la cité des Trois-Rivières; Arthur Berthiaume, publiciste; Eugène Panneton, marchand; Elzéar Roy et Eugène H. Godin, avocats, ces quatre derniers de la cité et du district de Montréal.

MM. Urbain J. Ledoux, Eugène Panneton et Eugène H. Godin seront les trois premiers directeurs de la compagnie, ces directeurs sont en majorité sujets britanniques.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN.

Montréal, 29 août 1901. 3615-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les but ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie sera : "Rougier Frères".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) D'acheter, acquérir, détenir, posséder, avoir en jouissance, louer ou gérer toutes terres, tenements ou biens fonciers qu'elle jugera à propos, situés dans la province de Québec, pour l'importation générale de produits français et autres produits européens, et l'exportation de produits américains.

(b) D'emprunter sur bons ou autrement, d'hypothéquer, aliéner ou disposer des biens de la compagnie, en tout ou en partie, et en acquérir d'autres en remplacement.

(c) D'exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social et ses amendements.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social est de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00.)

5° Le nombre d'actions est de sept cent cinquante (750), de cent dollars (\$100.00) chacune.

6° Les noms, profession et résidence des requérants sont comme suit : Jean dit Jules Rougier, négociant, de la ville de Paris, en France; Pierre dit Victor Rougier, marchand; Claude Louis dit Claudius Rougier, commis; Louis Philéas Méthot, voyageur de commerce; Gaston Charlebois, teneur de livres; Louis Philippe Demers, avocat et Conseil du Roi; Raoul G. de Lorimier, avocat, et Joseph Hector Brodeur, commis, ces sept derniers de la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Les dits Pierre dit Victor Rougier, Louis Philéas Méthot et Gaston Charlebois, tous résidant au Canada et sujets de S. Majesté, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

DEMERS & DE LORIMIER,

Procureurs des requérants.

Montréal, 17 septembre 1901. 3625-3

Notice is hereby given that the persons hereafter described will petition the Lieutenant Governor, to grant letters patent to incorporate them as a joint stock company, according to "The Joint Stock Companies' incorporation act".

The corporate name of the proposed company will be : "La Compagnie Théâtrale du Canada"; its place of business in the province of Québec, will be Montréal; its proposed capital stock, \$10,000.00, divided in 200 shares of \$50.00 each.

The object of the proposed company is to give in Montréal and elsewhere theatrical representations, and especially dramatic, musical and literary entertainments, under the name of "Soirées de Famille".

The applicants are : Urbain J. Ledoux, consul of the United States of America, in the city of Three Rivers, P. Q.; Arthur Berthiaume, editor; Eugène Panneton, merchant; Elzéar Roy and Eugène H. Godin, advocates, these last four of the city and district of Montréal.

Messrs. Urbain J. Ledoux, Eugène Panneton and Eugène H. Godin are the three first directors of the proposed company, and the majority of them are subjects of His Majesty.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN.

Montreal, 29th August, 1901. 3616

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : "Rougier Frères".

2. The objects for which incorporation is sought for, are :

(a) To purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or manage all lands, tenements and real estate that may be deemed proper, situate and being in the province of Québec, for the purpose of importation generally of french products and other european products, and the exportation of american products.

(b) To borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or dispose of the properties of the company, wholly or partly, and to acquire others to replace them.

(c) To exercise all the powers given by the Joint Stocks Companies Act, and its amendments.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montréal, in the province of Québec.

4. The proposed amount of capital stock is seventy-five thousand dollars (\$75,000.00).

The number of shares will be seven hundred and fifty (750), of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names, profession and residence of applicants are as follows : Jean dit Jules Rougier, of the city of Paris, in France, merchant; Pierre dit Victor Rougier, merchant; Claude Louis dit Claudius Rougier, clerk; Louis Philéas Méthot, commercial traveller; Gaston Charlebois, bookkeeper; Louis Philippe Demers, advocate and King's Counsel; Raoul G. de Lorimier, advocate, and Joseph Hector Brodeur, clerk, these latter all of the city of Montréal, in the district of Montréal.

The said Pierre dit Victor Rougier, Louis Philéas Méthot and Gaston Charlebois, all residing in Canada and subjects of His Majesty, shall be the first directors or provisional directors of the said company.

DEMERS & DE LORIMIER,

Solicitors for said applicants.

Montreal, 17th September, 1901. 3626

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ou telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie projetée sera "La Compagnie de Tapis de Mousse de mer."

2° Son objet sera de faire le commerce de mousse de mer en général; d'acheter, louer ou autrement acquérir, de construire, outiller et opérer un ou des moulins ou manufactures pour y manufacturer de la mousse de mer; d'acheter, louer ou autrement acquérir des terrains, maisons et autres biens mobiliers pour l'exploitation de la mousse de mer; d'acheter, louer et exploiter un ou des pouvoirs d'eau à vapeur ou à l'électricité et pour autres fins générales.

3° Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Fraserville.

4° Le capital autorisé sera de \$50,000, divisé en cinq mille parts ou actions de dix piastres chacune.

5° Les requérants sont : William Raymond, commerçant, de l'Isle-Verte; Anthyme J. Roy, commerçant, du même lieu; Charles Préfontaine, fabricant de beurre, du même lieu; Eugène Côté, meunier, du même lieu; Joseph Côté et Alphonse Côté, tous deux cultivateurs, du même lieu; R. W. Lindsay, cultivateur, de Notre-Dame des Sept Douleurs; Samuel Charles Riou, avocat, de la ville de Fraserville.

6° Les requérants ci-dessus nommés et qualifiés seront les premiers directeurs provisoires.

S. C. RIOU,

Avocat des requérants.

Fraserville, 4 septembre 1901.

3577-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la dite compagnie, en corps politique et incorporé, sous le nom de et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Lawrence A. Wilson Company."

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée, sont :

a. De manufacturer, embouteiller, acheter et vendre en gros et en détail les esprits de vins et liqueurs de toutes sortes, alcooliques ou non, et de faire le commerce général comme fabricants, et détailliers d'esprits de vin, eaux gazeuses et toutes liqueurs, fabriquer les cigares et faire le commerce de tabac.

b. De faire un commerce comme marchand général et manufacturier ;

c. De faire tels contrats de loyer, de vente, d'achat, d'échange ou autrement, et de faire toutes telles affaires et choses nécessaires pour les fins du commerce ci-haut mentionné, y compris l'acquisition de propriétés immobilières à tout titre quelconque et en disposer.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de deux cent mille piastres (\$200,000), divisé en deux mille parts de cent piastres (\$100) chacune.

5° Les noms au long, adresse et profession des requérants sont comme suit : Lawrence A. Wilson, marchand ; William A. Jackson, gérant ; Lawrence G. Cluxton, agent ; David O'Meara, vendeur, et

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation, by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders of the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purpose, hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "The Sea Moss Carpet Company".

2. Its purpose is to carry on a general trade in sea moss; to buy, lease or acquire otherwise, to build, equip and operate one or more mills or manufactories to manufacture sea moss; to buy, lease or acquire otherwise the lands, houses and movable effects for the working sea moss; to buy, lease or work one or more water powers, or steam, electric or other forces, and for other general purposes.

3. The head office of the company will be in the town of Fraserville.

4. The authorized capital will be \$50,000, divided into five thousand shares of ten dollars each.

5. The petitioners are : William Raymond, trader, of Isle Verte; Anthyme J. Roy, trader, of the same place; Charles Préfontaine, butter maker, of the same place; Eugène Côté, miller, of the same place; Joseph Côté and Alphonse Côté, both farmers, of the same place; R. W. Lindsay, farmer, of Notre Dame des Sept Douleurs; Samuel Charles Riou, advocate, of the town of Fraserville.

6. The petitioners hereinabove named and qualified will be the first interim directors.

S. C. RIOU,

Attorney for petitioner.

Fraserville, 4th September, 1901.

3578

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letters patent under the provisions of "the joint stock companies act" incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name, and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company is to be: "Lawrence A. Wilson Company".

2. The purposes for which incorporation is sought are :

a. The manufacture, bottling, purchase and sale by wholesale and retail of wines spirits and liquors of all kinds, whether alcoholic or not, and to carry on a general business as manufacturers and dealers in wines spirits and all aerated waters, liquors generally, cigars and other manufactures of tobacco.

b. To do a general mercantile and manufacturing business.

c. To make such contracts by lease, sale, purchase, exchange or otherwise, and to do all such matters and things as may be necessary or proper for the carrying out of the above purposes, including the acquiring and disposal of real estate by any title whatsoever.

3. The chief place of business of said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of said Company is to be the sum of two hundred thousand dollars (\$200,000.00) divided into two thousand shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names in full, addresses and calling of each of the applicants are as follows : Lawrence A. Wilson, merchant ; William A. Jackson, manager ; Lawrence G. Cluxton, agent ; David O'Meara,

Alexis Derouselle, caissier, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec. Les trois premiers ci-haut nommés, qui sont sujets britanniques, seront les premiers directeurs et directeurs provisoires de la dite compagnie.

HIBBARD & GLASS,

Avocats des requérants.

Montréal, 29 août 1900.

3461-4

Avis est par le présent donné qu'après publication des avis requis par la loi, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans le but ci-après mentionné :

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "La Compagnie du Cyclorama de Jérusalem."

2° La principale place d'affaires sera dans la cité de Montréal.

3° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$50,000.00, divisé en 200,000 parts de vingt-cinq centins chacune.

L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est :

1° D'acquérir la peinture connue sous le nom de "Cyclorama de Jérusalem" et du crucifiement et ses accessoires actuellement à Sainte-Anne de Beauré.

2° D'exhiber la dite peinture à Sainte-Anne de Beauré ou ailleurs, dans la province de Québec.

3° De faire le commerce en gros et en détail, d'objets de piété, de bijouxeries de fantaisie, etc., à Sainte-Anne de Beauré ou ailleurs, dans la province de Québec.

4° D'acquérir et posséder des immeubles pour les fins ci-dessus.

5° De faire souscrire des parts dans la compagnie proposée, avec ou sans primes, distribuées par tirage au sort entre les actionnaires, et payables en actions de la dite compagnie seulement.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : Charles F. Lalonde, bourgeois ; Joseph A. Martin, agent, tous deux de Montréal ; L. Moïse Plourde, cultivateur, de Saint-Grégoire, comté de Nicolet ; Adélarde Plourde, étudiant en médecine, de Sainte-Anne de Beauré, et Emile Trudel, agent de commerce, de la cité de Québec.

Les premiers directeurs de la dite compagnie seront : Charles F. Lalonde, L. Moïse Plourde et Adélarde Plourde, tous résidents au Canada et sujets de Sa Majesté.

U. PLOURDE,

Procureur des requérants.

Sainte-Anne de Beauré, 26 septembre 1901.

3701-2

CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions de l'acte de la législature de Québec, portant le No 77, de la dernière session, intitulé : "Loi amendant de nouveau la charte de la Compagnie du Chemin de fer Québec Central," l'Edouard VII, chapitre 60, les termes et conditions suivants déterminés par le bureau des directeurs de la dite compagnie pour la conversion et subdivision des Income Bonds et d'émission du Deuxième Stock de Débentures et des Income Bonds en remplacement d'iceux, ont été approuvés par la majorité requise, à une assemblée générale spéciale des porteurs des Income Bonds, dûment convoquée dans ce but et tenue à Londres, au bureau de la compagnie, le 5e jour de juin 1901, savoir :

Que chaque Income Bond existant de £100 soit échangé pour £50 trois pour cent. Deuxième Stock de Débentures dont l'intérêt sera contingent sur les profits nets de chaque année après le paiement des charges antérieures, et payable semi annuellement

salesman, and Alexis Derouselle, cashier, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, of whom the first three above named, who are British subjects, are to be the first or provisional directors of said company.

HIBBARD & GLASS,

Attorneys for applicants.

Montreal, 29th August, 1901.

3462

Notice is hereby given that after the publication of required by law, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation, under the provisions of the joint stock companies, incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders of the proposed company, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "La Compagnie du Cyclorama de Jérusalem".

2. The chief place of business will be in the city of Montreal.

3. The capital stock of the said company will be \$50,000.00, divided into 200,000 shares of twenty-five cents each.

The purpose for which incorporation is sought is:

1. To acquire the painting known as the "Cyclorama de Jérusalem", and of the crucifixion and its accessories now at Sainte Anne de Beauré.

2. To exhibit the said painting at Sainte Anne de Beauré or elsewhere, in the province of Quebec.

3. To carry on a wholesale and retail trade in objects of piety, of jewellery and fancy wares, &c., at Sainte Anne de Beauré or elsewhere, in the province of Quebec.

4. To acquire and hold real estate for the said purposes.

5. To have the shares in the said company subscribed for with or without premiums distributed on drawing by lot between the shareholders, payable in shares of the said company only.

The names in full, residence and calling of the petitioners are : Charles F. Lalonde, gentleman ; Joseph A. Martin, agent, both of Montreal ; L. Moïse Plourde, farmer, of Saint Grégoire, county of Nicolet ; Adélarde Plourde, medical student, of Sainte Anne de Beauré, and Emile Trudel, trader agent, of the city of Quebec.

The first directors of the said company will be : Charles F. Lalonde, L. Moïse Plourde and Adélarde Plourde, all residents in Canada and subjects of His Majesty.

U. PLOURDE,

Attorney for petitioners.

Sainte Anne de Beauré, 26th September, 1901.

3702

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of an act of the legislature of Quebec, being No. 77, of the past session, entitled : "An Act to further amend the charter of the Quebec Central Railway Company", l'Edouard VII, chapitre 60, the following terms and conditions prescribed by the Board of Directors of the said company for the conversion and subdivision of Income Bonds and issue of Second Debenture Stock and Income Bonds in lieu thereof were approved by the requisite majority, at a general special meeting of the holders of Income Bonds, duly called for that purpose and held in London, at the office of the company, on the 5th day of June, 1901, viz :

That each existing £100 Income Bond be exchanged for £50 three per cent. Second Debenture Stock the interest upon which shall be contingent upon the net profits of each year after payment of prior charges and be payable half

le 15^e jour de janvier et le 15^e jour de juillet, le premier paiement devant être fait le 15^e jour de janvier 1902, et £50 nouveaux Income Bonds pouvant être mis à un intérêt n'excédant pas sept pour cent par année, sera payé annuellement aussitôt que le surplus sur le revenu net de l'année sera déterminé. Le Deuxième Stock de Débentures aura priorité sur les nouveaux Income Bonds tant en principal et intérêts.

Le Deuxième Stock de Débenture et les nouveaux Income Bonds seront tous deux rachetables au pair à six mois d'avis donné par la Compagnie par avis dans le *Times* de Londres et dans la *Gazette Officielle de Québec*, dans aucun temps après le 1^{er} janvier 1922, autrement ils seront perpétuels.

Le deuxième Stock de Débentures sera le Stock enregistré transférable seulement en multiples de £1. Les nouveaux Income Bonds seront des bonds payables au porteur avec coupons d'intérêt annexés.

L'échange devant prendre effet le et après le 1^{er} octobre 1901, et une période de trois mois devant être allouée dans ce but.

Le et après le 1^{er} octobre 1901, et dans l'espace de trois mois après cette date, les porteurs des Income Bonds sont par le présent requis de remettre leurs bonds pour cancellation et pour recevoir en échange leur due proportion de telles nouvelles garanties, et à l'expiration de telle période, les pouvoirs des porteurs des Income Bonds existant pourront exiger le paiement de l'intérêt ou principal, conformément à la présente tenore des dits bonds qui cesseront et seront déterminés.

La conversion sera effectuée au bureau de la compagnie, No 5, rue Great Winchester, Londres, E.C., où des formules pour listes des Income Bonds déposées, peuvent être obtenues, et les nouvelles garanties seront émises aussitôt que possible après dépôt.

Daté ce septième jour de septembre 1901.

Par ordre,

T. LINDLEY,

Secrétaire.

5, rue Great Winchester, Londres, E. C. 3473-b

yearly upon the 15th day of January and the 15th day of July, the first payment to be made on the 15th day of January, 1902, and £50 New Income Bonds entitled to interest not to exceed seven per cent per annum, payable annually as soon as the available surplus net revenue of the year is ascertained. The Second Debenture Stock will have priority over the new Income Bonds both as regards principal and interest.

The Second Debenture Stock and new Income Bonds will both be redeemable at par on six months notice given by the Company by advertisement in the *London Times* and the *Quebec Official Gazette*, at any time after 1st January, 1922, otherwise they will be perpetual.

The Second Debenture Stock to be registered Stock transferable only in multiples of £1. The new Income Bonds to be bonds to bearer with interest coupons attached.

The exchange to be effected on and after 1st October, 1901, and a period of three months to be allowed for the purpose.

On and after 1st October, 1901, and within period of three months thereafter, holders of Income Bonds are hereby required to surrender their bonds for cancellation and to receive in exchange their due proportion of such new securities, and upon the expiration of such period, the powers of the holders of the existing Income Bonds to claim payment of interest or principal, according to the present tenor of the said bonds will cease and determine.

The conversion will be effected at the company's office No. 5, Great Winchester Street, London, E. C., where forms for listing the Income Bonds deposited, can be obtained, and the new securities will be issued as soon as practicable after deposit.

Dated this seventh day of September, 1901.

By order,

T. LINDLEY,

Secretary.

5, Great Winchester street, London, E. C. 3474

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Jérémie Dion, Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli, par l'honorable juge Davidson, en date du 27 septembre 1901.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

F. X. BILODEAU,

A. O. CHALIFOUR,

Curateurs conjoints.

Montréal, 27 septembre 1901. 3723

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Dans l'affaire de The Porter Conrad Importing Co. (A. T. Porter & C. E. Conrad jr.),

Insolvables.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection dans mon bureau, Sun Life Building, 1766, rue Notre-Dame, Montréal, jusqu'au 22^e jour d'octobre courant, le et après laquelle date les dividendes seront payés.

JOHN W. ROSS,

Curateur

des biens de Porter Conrad Importing Co.
Bureau de P. S. Ross & Sons,
Comptables licenciés.

Montréal, 4 octobre 1901. 3753

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*

In re Jérémie Dion, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montréal, have been duly appointed joint curators to above named insolvent estate, by Honorable judge Davidson, on the 27th of September, 1901.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, if they have not already done so, No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,

A. O. CHALIFOUR,

Joint curators.

Montreal, 27th September, 1901. 3724

Superior Court—District of Montréal.

In the matter of The Porter Conrad Importing Co. (A. T. Porter & C. E. Conrad jr.),

Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and is open to objection at my office, Sun Life Building, 1766, Notre Dame street, Montréal, until the 22nd day of October instant, on and after which date dividends will be paid.

JOHN W. ROSS,

Curator

estate Porter Conrad Importing Co.
Office of P. S. Ross & Sons,
Chartered accountants.

Montreal, 4th October, 1901. 3754

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
En re Joseph Parent, } *Cour Supérieure*
 et Requérent ;

Arthur Christin, Maisonneuve, Insolvable.
 Avis est donné que le vingt-septième jour de
 septembre 1901, les soussignés ont été nommés par
 une ordonnance de la cour, curateurs aux biens du
 dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le béné-
 fice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent
 être produites entre nos mains dans les trente jours
 de cet avis.

A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Curateurs-conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal. 3751
 Montréal, 27 septembre 1901.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 98
In re Auguste Leblanc *et al.*, "Gauthier & Ver-
 vais", hôteliers, de la paroisse de Saint-Lau-
 rent, Faillis ;

et
 Alex. Desmarteau, Curateur.
 Un premier et dernier bordereau de collocation
 sur le produit de la vente des immeubles en cette
 affaire est préparé et sera payable à mon bureau, le
 et après le 22ème jour d'octobre courant.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

1598, rue Notre-Dame, Montréal. 3761
 Montréal, 3 octobre 1901.

Province de Québec, }
 District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*
 Dans l'affaire de Auguste Léost, marchand, de
 Saint-Hyacinthe.

Avis est par le présent donné que Auguste Léost,
 marchand, de Saint-Hyacinthe, a, le 28ième jour
 de septembre 1901, fait cession de ses biens pour le
 bénéfice de ses créanciers, entre les mains du
 protonotaire de la cour supérieure du district de
 Saint-Hyacinthe.

CLEOPHAS PAGNUELO,
 Gardien provisoire.

Saint-Hyacinthe, 30 septembre 1901. 3735

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No 158.

In re Exaucile Gardner, de la paroisse de Saint-
 Ferdinand d'Halifax, ferblantier, Failli.
 Avis est par le présent donné que le 23 septembre
 courant, le failli ci-dessus nommé a fait cession de
 ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au
 bureau du protonotaire de cette cour.

C. R. GARNEAU,
 Gardien provisoire.

Daté ce 28 septembre 1901. 3739

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re George Giguère, }
 et Requérent ;

Elias Rivet, Montréal, Insolvable.
 Avis est donné que le deuxième jour d'octobre
 1901, les soussignés ont été nommés, par une
 ordonnance de la cour, curateurs aux biens du dit
 failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice
 de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent
 être produites entre nos mains dans les trente jours
 de cet avis.

A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Curateurs conjoints.

No 1709, rue Notre-Dame, Montréal. 3763
 Montréal, 2 octobre 1901.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Joseph Parent, }
 and Petitioner ;

Arthur Christin, Maisonneuve, Insolvent.
 Notice is hereby given that on the twenty-seventh
 day of September, 1901, by order of the court, the
 undersigned have been appointed curators to the
 estate of the said insolvent, who has made a judicial
 abandonment of all his assets for the benefit of his
 creditors.

Claims duly attested on oath must be filed at our
 office within thirty days from this notice.

A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Joint curators.

1709, Notre Dame street. 3752
 Montreal, 27th September, 1901.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 98
In re Auguste Leblanc *et al.*, "Gauthier & Vervais"
 hotelkeepers, of the parish of Saint Laurent,
 Insolvents ;

and
 Alexandre Desmarteau, Curator.
 Notice is hereby given that a first and final divid-
 end sheet on the proceeds of the sale of the real
 estate has been prepared and will be payable at my
 office, on and after the 22nd day of October instant.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

1598, Notre Dame street, Montreal. 3962
 Montreal, 3rd October, 1901.

Province of Quebec, }
 District of St Hyacinth. } *Superior Court.*
 In the matter of Auguste Léost, me.chant, of Saint
 Hyacinth.

Notice is hereby given that on the 28th day of
 September, 1901, Auguste Léost, merchant, of
 Saint Hyacinth, made a judicial abandonment of
 his property for the benefit of his creditors, at the
 prothonotary's office of the superior court for the
 district of Saint Hyacinth.

CLEOPHAS PAGNUELO,
 Provisional guardian.

Saint Hyacinth, 30th September, 1901. 3736

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No. 158.

In re Exaucile Gardner, of the parish of Saint
 Ferdinand d'Halifax, tinsmith, Insolvent.
 Notice is hereby given that on the 28th of
 September instant, the above named insolvent has
 made an abandonment of his property for the
 benefit of his creditors, in the office of the prothono-
 tary of this court.

C. R. GARNEAU,
 Provisional guardian .

Dated this 28th of September, 1901. 3740

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re George Giguère, }
 and Petitioner ;

Elias Rivet, Montreal, Insolvent.
 Notice is given that on the second day of October,
 1901, by order of the court, the undersigned have
 been appointed curators to the estate of the said
 insolvent, who has made a judicial abandonment of
 his assets for the benefit of his creditors.

Claims, duly attested on oath, must be filed at
 our office within thirty days from this notice.

A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Joint curators.

1709, Notre Dame street, Montreal. 3764
 Montreal, 2nd October, 1901.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Alex. D. McGillis, Montréal,
 Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 28e jour d'octobre 1901, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, No 180, rue Saint-Jacques.

C. A. McDONNELL,
 Curateur. 3765

Montréal, 5 octobre 1901.

AVIS AUX CREANCIERS

Dans l'affaire de Fredrick N. F. Catudal,
 Failli.

Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé curateur dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,
 Curateur.

Bank of Toronto Chambers,
 260, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 1er octobre 1901. 3791

Province de Québec, }
 District de St-François. } *Cour Supérieure.*
 No 393.

Avis est par le présent donné que Hannah L. Bryan, de Coaticook, dans le dit district, manufacturier de bois, veuve de feu Denis Rainville, a fait ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, à la demande de Walter C. Webster et Oscar G. G. Webster, tous deux de Coaticook susdit, marchands de quincailleries et associés, faisant affaires sous le nom de W. C. Webster & Son.

W. C. WEBSTER,
 Gardien provisoire.

Coaticook, 30 septembre 1901. 3789

Règle de Cour

Canada, }
 Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 No 223.

Le vingtième jour de septembre 1901.

Présent : L'honorable juge LEMIEUX.

La Banque Nationale, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires dans la cité et le district de Québec, et ayant un bureau d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Demanderesse ;

vs

F. E. Scott, de Scottsmore, dans le canton de Dunham, dans le district de Bedford, et la Scott Butter Package Co., manufacturière de planches, etc., ayant F. E. Scott, cultivateur, de Scottsmore, comme associé particulier, et W. F. Scott, manufacturier, de Knowlton, comme associé général. La dite société ayant sa principale place d'affaires à McLeod's Crossing, dans le canton de Hampden, dans le district de Saint-François, Défenderesse ;

et

The Eastern Townships' Bank *et al*, Opposants.
 Il est ordonné que les créanciers de la dite défenderesse, The Scott Butter Package Co., déposent leurs réclamations contre la dite compagnie, au bureau du protonotaire de la dite cour, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, en cette cause, dans les quinze jours de la date de

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Alex. D. McGillis, Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, the 28th day of October, 1901, after which date the dividends will be payable at my office, No. 180, Saint James street.

C. A. McDONNELL,
 Curator. 3766

Montreal, 5th October, 1901.

NOTICE TO CREDITORS

In the matter of Fredrick N. F. Catudal,
 Insolvent.

I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, chartered accountant, have been appointed curator in the matter.

Creditors are requested to file their claims before me within thirty day.

A. W. STEVENSON,
 Curator.

Bank of Toronto Chambers,
 260, Saint James, street.
 Montreal, 1st October, 1901. 3792

Province of Quebec }
 District of St Francis. } *Superior Court.*
 No. 393.

Notice is hereby given that Hannah L. Bryan, of Coaticook, in said district, lumber manufacturer, widow of the late Denis Rainville, has, this day, made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors at the office of the prothonotary of the superior court, at the court house, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, at the request of Walter C. Webster and Oscar G. G. Webster, both of said Coaticook, hardware merchants and co-partners doing business as W. C. Webster & Son.

W. C. WEBSTER,
 Provisional guardian.

Coaticook, 30th September, 1901. 3790

Rule of Court

Canada, }
 Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 No. 223.

The twentieth day of September, 1901.

Present : The Honorable Mr. Justice LEMIEUX.

La Banque Nationale, a body politic and corporate, having its chief place of business and office in the city and district of Quebec, and having place of business in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiffs ;

vs

F. E. Scott, of Scottsmore, in the township of Dunham, in the district of Bedford, and the Scott Butter Package Co, manufactured of lumber, &c., having F. E. Scott, farmer, of Scottsmore, as special partner, and W. F. Scott, of Knowlton, manufactured as general partner. Said firm having its chief place of business of McLeod's Crossing, in the township of Hampden, in the district of Saint Francis, Défendants ;

and

The Eastern Townships' Bank *et al*, Opposants.
 It is ordered that the creditor's of the said defendant, The Scott Butter Package Co., to file their claims against the said company, in the office of the prothonotary of this court, at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, in this cause, within fifteen days from the date of the

la première insertion, dans la *Gazette Officielle de Québec*, du présent avis.

GENEST & FRASER,
P. C. S.

Campbell, Deschamps & McCabe,
Procureurs de la demanderesse. 3659-2

Licitation

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, dans le district de Montréal, le dix-septième jour de juin mil neuf cent-un, dans une cause dans laquelle François Charles Laberge, ingénieur civil, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Dame Marie Rosalie Louise Albina Donegan, épouse séparée de biens de Charles Silby, et devant des cité et district de Montréal, et maintenant absents, habitant des lieux inconnus, et le dit Charles Silby, en tant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro cent cinquante-cinq B (155 B), du cadastre du village incorporé de la Côte de la Visitation—sans bâtisse.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE prochain (1901), cour tenante, dans la salle d'audience de la cour supérieure, troisième division, siégeant au palais de justice, dans la dite cité de Montréal, à ONZE heures de l'avant-midi ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

DUPUIS & LUSSIER,
Avocats du demandeur.

Montréal, 10 septembre 1901. 3549-2

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel qu'mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **ALEXANDRE SENEY**
No 143. } **ET AL,** Demandeurs ;
contre **STANISLAS ALLARD,** Défendeur.

Le lot numéro quatre cent soixante et un (461), du cadastre officiel pour le canton de Bulstrode, dans le neuvième rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Valère de Bulstrode, le SIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Shérif.

Bureau du Shérif, 3767
Arthabaskaville, 2 octobre 1901.
[Première publication, 5 octobre 1901.]

first insertion in the *Quebec Official Gazette*, as the present order.

GENEST & FRASER,
P. S. C.

Campbell, Deschamps & McCabe,
Attorneys for plaintiffs. 3660

Licitation

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, the seventeenth day of June, one thousand nine hundred and one, in a cause in which François Charles Laberge, civil engineer, of the city and district of Montreal, is Plaintiff; and Marie Rosalie Louise Albina Donegan, wife separated as to property of Charles Silby, heretofore of the city and district of Montreal, and now absents and residing in unknown parts, and the said Charles Silby, for the purpose of assisting his said wife in these presents, are defendants, ordering the licitation of certain immovable described as follows, to wit :

A lot of land known and designated as the number one hundred and fifty five B (155 B), of the cadastre of the incorporated village of la Côte de la Visitation—without building.

The immovably above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY-SECOND day of OCTOBER next (1901) sitting the court, in the court room of the court house, in the third division of the said superior court, in the said city of Montreal, at ELEVEN of the clock in the forenoon ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and opposition for payment must be filed within six days next after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

DUPUIS & LUSSIER,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th September, 1901. 3550

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **ALEXANDRE SENEY**
No. 143. } **ET AL,** Plaintiffs ; against
STANISLAS ALLARD, Defendant.

Lot number four hundred and sixty-one (461), of official cadastre for the township of Bulstrode, in the ninth range—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Valère of Bulstrode, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff.

Sheriff's office, 3788
Arthabaskaville, 2nd October, 1901.
[First published, 5th October, 1901.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauharnois.

Province de Québec, } EPHREM COUSI-
District de Beauharnois, } NEAU, Requéran-
No 616. } vs. OCTAVE COS-
SETTE, Défendeur; et LA COMPAGNIE GENE-
RALE DES BOISSONS CANADIENNES, corps
politique et incorporé, ayant son principal bureau
d'affaires, en la ville de Salaberry de Valleyfield,
mise-en-cause.

Un emplacement sis et situé dans la ville de Salaberry de Valleyfield, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile, sous les Nos 109 et 110, de la subdivision du numéro quatre-vingt-quinze (95).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, MARDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 9 septembre 1901. 3545.2
[Première publication, 14 septembre 1901.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauharnois.

Province of Quebec, } EPHREM COUSI-
District of Beauharnois, } NEAU, Petitioner,
No. 616. } vs. OCTAVE COS-
SETTE, Defendant, and LA COMPAGNIE GENE-
RALE DES BOISSONS CANADIENNES, a body
politic and corporate, having its chief place of busi-
ness in the town of Salaberry de Valleyfield, a
party to the suit.

A lot situate and being in the town of Salaberry de Valleyfield, known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Cécile, as Nos. 109 and 110, of the subdivision of the number ninety-five (95).

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Cécile, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 9th September, 1901. 3546
[First published, 14th September, 1901.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } CHARLES ALBERT
District de Bedford. } NUTTING, écuyer,
No 6835. } avocat, de la ville de
Waterloo, dans le district de Bedford, Demandeur; contre les meubles et immeubles de ERWIN C. JOYAL, du canton de Brome, dans le dit district, Défendeur.

Cette étendue ou ce morceau de terre formant partie du lot numéro 27, du 7e rang, arpentage primitif, du canton de Brome, dans le district de Bedford, et maintenant connue aux plan du livre de renvoi officiels du dit canton de Brome comme partie du lot numéro huit cent soixante et quatorze (874), décrite comme suit, à savoir: commençant à un point sur le côté ouest du chemin ou rue, trente-sept pieds nord, du coin nord-est d'un morceau ou emplacement appartenant à M. M. Davis et représentants, et quatre-vingt-douze pieds de la marque de la haute marée de la rivière; de là, magnétiquement nord, soixante et un degrés ouest, cent soixante et deux pieds, à un poteau; de là, nord, trente-huit degrés et trente minutes est, seize pieds jusqu'au centre d'un puits; de là, nord, quarante-neuf degrés ouest, soixante et dix-neuf pieds jusqu'à un poteau en cèdre; de là, nord, vingt-trois degrés et quarante-cinq minutes est, trois cent trente-trois pieds jusqu'à un poteau en cèdre, sur la rive sud de la rivière. Le dit morceau ou emplacement étant borné à l'est par le chemin, au sud et à l'ouest par les terres de William Hay, et au nord par le centre de la rivière et contenant un acre et cinquante-trois centièmes d'un acre en superficie, de plus et au dessus de ce qui se trouve dans la dite rivière—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées, y compris une maison, grange, magasin et tannerie avec toutes les machines posées ou non qui s'y trouvent maintenant, et le pouvoir d'eau,

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } CHARLES ALBERT
District of Bedford. } NUTTING, of the
No. 6835. } town of Waterloo, in the
district of Bedford, esquire, advocate, Plaintiff; against the goods and lands of ERWIN C. JOYAL, of the township of Brome, in said district, Defendant.

That certain tract or parcel of land forming part of lot number 27, of the 7th range of the primitive survey, of the township of Brome, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Brome as part of lot number eight hundred and seventy-four (874), described as follows, to wit: commencing at a point on the west side of the road or street, thirty-seven feet northerly, from the north east corner of a piece or emplacement of land owned by M. M. Davis and representatives, and ninety two feet from high water mark of the river; thence, magnetically north, sixty-one degrees west, one hundred and sixty-two feet, to a stake; thence, north, thirty-eight degrees and thirty minutes east, sixteen feet to the center of a well; thence, north, forty-nine degrees west, seventy-nine feet to a cedar stake; thence, north, twenty-three degrees and forty-five minutes east three hundred and thirty-three feet, to a cedar stake on the south bank of the river. Said piece or emplacement of land is bounded on the east by the road, on the south and west by the lands of William Hay, and on the north by the center of the river and contains one acre and fifty-three hundredths of an acre in superficies, over and above what lays in the said river—together with all the buildings thereon erected and made, including a dwelling house, a barn, a store and a tannery with all the machinery fixed or not, now therein contained, and the water power, dam and water rights generally

écuse et pouvoirs d'eau en général acquis par le dit défendeur de Israël England et fils par acte de vente daté et passé devant E. Fleury, notaire, le 20 janvier 1899, et enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Brome, dans le volume 49 du registre B, sous le numéro 29053. Le dit morceau de terre sujet aux conditions suivantes, à savoir : Que, depuis le chemin Fulford jusqu'au dit puits, il y aura un chemin de douze pieds de largeur en commun avec le propriétaire de chaque côté du dit chemin, et que le dit puits sera à l'ouvrage en commun avec les propriétaires voisins et les dépenses pour le garder en bon ordre seront payées en égale part par eux.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François Xavier de Shefford, dans le village de Shefford Ouest et district de Bedford, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 28 septembre 1901. 3785
[Première publication, 5 octobre 1901.]

acquired by said defendant from Israel England and sons, by deed of sale bearing date and passed before E. Fleury, notary, on 20th January, 1899, and registered in the Brome county, registry office, in volume 49, of register B, under number 29053. The said piece of land to be subject to the following conditions, to wit : That, from the Fulford road as far as the said well, there shall be a twelve feet wide road in common between the proprietor of each side of said road, and that the said well shall be used in common by adjoining proprietors and the expenses of keeping the same in good order shall be borne in equal proportions by the same.

To be sold at the parish church door of Saint François Xavier de Shefford, in the village of West Shefford and district of Bedford, on the NINTH day of NOVEMBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 28th September, 1901. 3786
[First published, 5th October, 1901.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **GESILAS LEPAGE,**
No 679 } **A de Saint-Alphonse, mar-**
chand, Demandeur ; contre **JOSEPH HARVEY,**
de Saint-Fulgence, Défendeur.

1° Un emplacement situé dans le village de Saint-Fulgence—avec maison, fromagerie et autre bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances ; lequel emplacement est maintenant connu et désigné d'après le cadastre officiel du canton Tremblay, comme étant le numéro cinq C (No 5 C), du cinquième rang du dit canton, mesurant vingt cinq perches en superficie, plus ou moins.

2° Un moulin à scie mesurant environ trente pieds de longueur, sur environ vingt-cinq pieds de largeur, sans garantie de mesure précise, bâti sur un quai sur la grève de la rivière Saguenay, à l'endroit appelé le village de Saint-Fulgence—avec ensemble, les scies rondes, carriages, chaudière, machine à vapeur et autres instruments et outils servant à faire actionner le dit moulin, avec leurs circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fulgence de l'Anse au Foïn, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 27 septembre 1901. 3769
[Première publication, 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Quebec.

Chicoutimi, à savoir : } **LIVIER EDOUARD**
No 969 } **GAUVREAU et JO-**
SEPH EDOUARD BEAUDRY, tous deux de
Québec, marchands, faisant affaires en société comme
marchands de gros, à Québec, sous les noms de
Gauvreau, Beaudry & Cie., Demandeurs ; contre
GEORGE POTVIN, de la paroisse de Saint-
Gédéon, comté du Lac Saint-Jean, Défendeur.

Un certain lopin de terre ou emplacement ayant six perches de front sur huit perches de profondeur, situé dans le village de Saint Gédéon, canton Signaï, maintenant connu d'après le cadastre officiel du canton de Signaï, comme faisant partie du numéro onze A (11 A), du dixième rang du dit canton ; borné

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **GESILAS LEPAGE,** of
No. 679. } **A Saint Alphonse, mer-**
chant, Plaintiff ; against **JOSEPH HARVEY,** of
Saint Fulgence, Defendant.

1. A lot situate in the village of Saint Fulgence—with house, cheese factory and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; which lot is now known and described on the official cadastre of the township Tremblay, as being number five C (No. 5 C), of the fifth range of the said township, measuring twenty-five perches in area, more or less.

2. A saw mill measuring about thirty feet in length, by about twenty-five feet in width, without warranty of precise measure, built on a wharf on the beach of the river Saguenay, at the place called village of Saint Fulgence—together with the circular saws, carriages, boiler, steam machine and other instruments and implements to work the said mill, with their circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fulgence de l'Anse au Foïn, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 27th September, 1901. 3770
[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.

Chicoutimi, to wit : } **LIVIER EDOUARD**
No. 969. } **GAUVREAU and**
JOSEPH EDOUARD BEAUDRY, both of Quebec,
marchants, doing business in partnership as whole-
sale merchants, at Quebec, under the firm of Gau-
vreau, Beaudry & Cie, Plaintiffs ; against **GEORGE**
POTVIN, of the parish of Saint Gedeon, county of
Lake Saint John, Defendant.

A certain lot or parcel of land having six perches in front by eight perches in depth, situate in the village of Saint Gedeon, township Signaï, now known on the official cadastre of the township of Signaï, as forming part of number eleven A (11A), of the tenth range of the said township ; bounded on

au nord par le chemin public, à l'est par M. Jean St. Pierre, à l'ouest par Thomas Gauthier, et au sud par le dit Jean St. Pierre—avec bâtiasses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, le HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,
Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 1er octobre 1901. 3771
[Première publication 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté du Lac Saint-Jean.
Chicoutimi, à savoir : JOSEPH CAUCHON, cul-
No 219. tivateur, de Saint-Gé-
déron, Demandeur ; contre ELIE MURRAY, culti-
vateur, du même lieu, en sa qualité de tuteur à
Joseph Dufour, Frs. Dufour et M. L. X. Dufour,
enfants mineurs de feu Jules Dufour, en son vivant
cultivateur, de la dite paroisse de Saint Gédéon.
Défendeur.

Un lot de terre situé dans le dixième rang du
canton de Signai, dans le comté du Lac Saint-Jean,
connu et désigné aux plan et livre de renvoi offi-
ciels du cadastre du dit canton Signai, sous le
numéro vingt A (20A), dans le dixième rang du
dit canton,—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite
paroisse de Saint-Gédéon, le HUITIEME jour de
NOVEMBRE prochain, à ONZE heures et trente
minutes de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 2 octobre 1901. 3773
[Première publication 5 octobre 1901.]

Ventes par le Shérif—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

**MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } KENT & TURCOTTE,
No 80. } curateurs, à ce dûment
autorisés sous l'article 879 du code de procédure
civile de la province de Québec, comme curateurs
aux biens de CHARLES C. CORNELLÉ, failli,
et l'honorable Louis F. R. Masson *et al*, requérants.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal,
dans le quartier Saint-Antoine, faisant partie du lot
numéro quatre cent soixante et un (461), du cadastre
hypothécaire du dit quartier Saint-Antoine, et plus
particulièrement connu comme étant parties des
subdivisions trois, quatre, cinq, six et sept (3, 4, 5, 6
et 7), du dit lot officiel numéro quatre cent soixante et
un (461), contenant cent un pieds et six pouces sur la
ligne sud-est ou front de la dite propriété, quatre-
vingt-dix-neuf pieds sur la ligne nord-ouest ou
arrière de la dite propriété par quarante-sept pieds
de profondeur sur la ligne sud-ouest, et quarante-six
pieds de profondeur sur la ligne nord-est ; borné
comme suit : en front, au sud-ouest par l'Avenue
Wrexham, étant un passage indiqué sur le dit plan
officiel séparant le lot quatre cent soixante (460), du
lot officiel quatre cent soixante et un (461), en
arrière, au nord-ouest, par une ruelle de douze
pieds de largeur, formant partie des dites subdivi-
sions 3, 4, 5, 6 et 7, et aussi des subdivisions 1 et 2,
du dit lot officiel numéro (461), la ligne nord-ouest
de la dite ruelle étant parallèle avec la rue Saint-
Antoine, et à une distance d'environ quatre-vingts

the north by the public road, on the east by Mr.
Jean St. Pierre, on the west by Thomas Gauthier,
and on the south by the said Jean St. Pierre—with
the buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish
of Saint Gedeon, on the EIGHTH day of the month
of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the
forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 1st October, 1901. 3772
[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Lake Saint John.
Chicoutimi, to wit : JOSEPH CAUCHON, far-
No. 219. mer, of Saint Gedeon,
Plaintiff ; against ELIE MURRAY, farmer, of the
same place, in his quality of tutor to Joseph Du-
four, Frs Dufour and M. L. X. Dufour, minor
children of the late Jules Dufour, in his lifetime
farmer, of the said parish of Saint Gedeon,
Defendant.

A lot of land situate in the tenth range of the town-
ship of Signai, in the county of Lake Saint John,
known and described on the official plan and book
of reference of the cadastre of the said township of
Signai, as number twenty A (20 A), in the tenth
range of the said township circumstances and de-
pendencies.

To be sold at the church door of the said parish
of Saint Gedeon, on the EIGHTH day of the month
of NOVEMBER next, at HALF PAST ELEVEN
o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 2nd October, 1901. 3774
[First published, 5th October 1901.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective time
and place mentioned below.

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District of Montreal.

Montreal, to wit : } KENT & TURCOTTE,
No. 80. } curators, hereto duly
authorized under article 879 of the code of civil
procedure of the province of Quebec, as curators to
the estate of CHARLES C. CORNELLÉ, insol-
vent, and the Honorable Louis F. R. Masson *et al*,
petitioners.

A lot of land situate and being in the city of
Montreal, in Saint Antoine ward, forming part of
lot number four hundred and sixty-one (461), of
the registration cadastre of the said Saint Antoine
ward, and more particularly known as being parts
of subdivisions three, four, five, six and seven
(3, 4, 5, 6 and 7), of the official lot number four
hundred and sixty-one (461), containing one hun-
dred and one foot six inches on the south east line
or front of the said property, ninety-nine feet on
the north west line or rear of the said property by
forty-seven feet in depth on the south west line,
and forty-six feet in depth on the north east line ;
bounded as follows : in front, to the south west, by
Wrexham Avenue, being a passage shown on the
said official plan separating lot four hundred and
sixty (460), from the official lot four hundred and
sixty-one (461), in rear, to the north west, by a lane
twelve feet wide, forming part of the said subdivi-
sions 3, 4, 5, 6 and 7, and also of the subdivisions
1 and 2, of the said official lot number (461), the north
west line of the said lane being parallel with Saint
Antoine street, and at a distance of about eighty

pieds du côté nord-est par le lot officiel numéro quatre cent soixante et deux (462), et du côté sud-ouest par partie des subdivisions 3 et 4, appartenant à Madame Gales ou représentants—avec cinq cottages en brique érigés sur le dit terrain et avec droit de passage tant à pieds qu'en voiture et avec animaux, tant sur la dite ruelle en front que sur la ruelle en arrière du dit terrain.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 2 octobre 1901. Shérif, 3563
Première publication du 14 septembre 1901, est nulle.

[Première publication, 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : THE MONTREAL LOAN No 16. J. I. AND MORTGAGE COM-

PANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de Dame ARTHEMISE CHINIQUY, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Georges Wilfrid Parent, du même lieu, agent d'immeubles, et le dit Georges Wilfrid Parent, afin d'autoriser et assister sa dite épouse, et aussi personnellement et individuellement, Défendeurs, conjointement et solidairement.

1° Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le district de Montréal, étant le lot numéro un (No 1), de la subdivision du lot numéro cent-cinquante-neuf (No 159-1), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, faisant front sur le chemin du Roi, conduisant de Saint-Lambert à Longueuil—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Ces deux lots de terre connus et désignés comme lots numéros quarante-neuf et cinquante (Nos 49 et 50), des subdivisions officielles du lot numéro cent cinquante-huit (Nos 158-49 et 158-50) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le dit district, faisant front sur l'avenue Washington et Boulevard Sainte-Hélène—avec les bâtisses sus-érigées, pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 2 octobre 1901. Shérif, 3783

[Première publication, 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : THE BIRKBECK INVEST- No 1221. J. I. MENT SECURITY AND SAVINGS COMPANY, corps politique et

incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et une succursale dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A, annexée au bref en cette cause, la propriété de JULIEN LEGAULT dit DESLAURIERS, des cité et district de Montréal, entrepreneur, Défendeur.

Ce lot de terre situé dans la ville de Lachine, connu comme lot numéro cinq cent trois (503), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite ville—avec une maison en bois et autres bâtisses sus-érigées, le dit lot étant situé sur le côté sud de la rue Sainte-Aurèle, contenant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise; à déduire du dit lot la petite lisière sur le front vendue à "The Montreal Park and Island Railway

feet on the north east side by official lot number four hundred and sixty-two (462), and on the south west side by part of the subdivisions 3 and 4, belonging to Madame Gales or representatives—with five brick cottages built on the said lot and with right of way both on foot and with vehicles and for animals, both in the said lane in front and in the lane in rear of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 2nd October, 1901. Sheriff, 3564
First publication of the 14th September, 1901, is null.

[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : THE MONTREAL LOAN No 16. J. I. AND MORTGAGE COM-

PANY, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montréal, in the district of Montréal, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME ARTHEMISE CHINIQUY, of the city and district of Montréal, wife separated as to property of George Wilfrid Parent, of the same place, real estate agent, and the said George Wilfrid Parent, to authorize and assist his said wife, and also personally and individually Defendants, jointly and severally.

1. A certain lot of ground situate in the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the district of Montréal, being the lot number one (No. 1), of the subdivision of lot number one hundred and fifty-nine (No. 159-1), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, fronting on the King's highway, leading from Saint Lambert to Longueuil—with the buildings thereon erected.

2. Those two certain lots of land known and designated as lots numbers forty-nine and fifty (Nos. 49 and 50), of the official subdivisions of lot number one hundred and fifty-eight (Nos. 158-49 and 158-50), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, in said district, fronting on Washington avenue and Boulevard Saint Helen—with the buildings thereon erected, to be sold en bloc as one lot.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 2nd October, 1901. Sheriff, 3784

[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : THE BIRKBECK INVEST- No 1221. J. I. MENT SECURITY AND SAVINGS COMPANY, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Toronto, in the province of Ontario, and a branch office in the city and district of Montréal, Plaintiff; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, the property of JULIEN LEGAULT dit DESLAURIERS, of the city and district of Montréal, contractor, Defendant.

That certain lot of land in the town of Lachine, known as lot number five hundred and three (503), on the official plan and book of reference of said town—with a wooden houses and other buildings thereon, said lot situated on the south side of Sainte Aurèle street, containing fifty feet in front by one hundred feet in depth, english measure, deduction to be made from said lot of the small strip on the front sold to "The Montreal Park and Island

Company," par acte devant Schetagne, N. P., le seizième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 2 octobre 1901. Shérif. 3781
[Première publication, 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **N**APOLEON ROCHON, No 2000, comptable, des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tènements de JOSEPH FORTIN, boucher, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre vacant situé en le village de Villeray; borné en front par la rue Saint-Hubert, connu et désigné sous le numéro cinquante et un, de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (51-489), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 1er octobre 1901. Shérif. 3779
[Première publication, 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **S**AMUEL THOMAS WIL- No 494, } **S**LETT, manufacturier, de la paroisse de Chambly canton, district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tènements de DAME VELINA CHEVRIER, de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Etienne Leblond, en son vivant cordonnier, de Montréal susdit, ès-nom et qualité *et al*, Défenderesses.

Saisi comme appartenant aux dites défenderesses ès-noms et qualités, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre situé en le village du canton de Chambly, faisant partie du numéro quarante-deux, des plan et livre de renvoi officiels du dit village du canton de Chambly, la dite partie de lot contenant quatre-vingt-dix pieds de front par trois cent quarante pieds de profondeur, plus ou moins, et borné comme suit : en front par le chemin public, en profondeur par un chemin ou rue, d'un côté par le lot numéro quarante et un, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro quarante-deux, des plans susdits—sans bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement situé au même lieu, faisant partie du lot numéro trois, des plan et livre de renvoi officiels du dit village du canton de Chambly, contenant vingt-huit pieds de front par cent pieds de profondeur, plus ou moins, et borné comme suit : en front par le chemin public, en arrière aux rapides de Chambly, d'un côté au lot du moulin à papier, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro trois, appartenant à Roméo H. Stevens—avec une maison en bois dessus construite.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Chambly, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 1er octobre 1901. Shérif. 3775
[Première publication, 5 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D**AAME URSULE DU- No 1398, } **D**RAND, de la Rivière des Prairies, district de Montréal, veuve en première noce de François Roy, cultivateur, du même lieu, et en seconde noce de François Armand, bourgeois, du même lieu, Demanderesse; contre les terres et tènements de FRANCOIS ROY, du même lieu, Défendeur.

Railway Company", by deed before Schetagne, N. P., the sixteenth July, one thousand eight hundred and ninety-seven.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff Office, Montréal, 2nd October, 1901. Sheriff. 3782
[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **N**APOLEON ROCHON, No. 2000, } **N**accountant, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH FORTIN, butcher, of the same place, Defendant.

A vacant lot of land situate in the village of Villeray; bounded in front by Saint Hubert street, known and described as number fifty-one, of the subdivision of lot number four hundred and eighty-nine (51-489), of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 1st October, 1901. Sheriff. 3780
[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **S**AMUEL THOMAS WIL- No. 494, } **S**LETT, manufacturer, of the parish of Chambly canton, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME VELINA CHEVRIER, of the city and district of Montreal, widow of the late Etienne Leblond, in his lifetime shoemaker, of Montreal aforesaid, ès nom et qualité *et al*, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, ès noms et qualités, the following immoveables, to wit :

1. A lot of land situate in the village of Chambly canton, forming part of number forty-two, of the official plan and book of reference of the said village of Chambly canton, said part of lot containing ninety feet in front by three hundred and fifty feet in depth, more or less, and bounded as follows : in front by the public road, in depth by a road or street, on one side by lot number forty-one, and on the other side by the residue of the said lot number forty-two, of the said plan—without buildings thereon erected.

2. A lot situate at the same place, forming part of lot number three, of the official plan and book of reference of the said village of Chambly canton, containing twenty-eight feet in front by one hundred feet in depth, more or less, and bounded as follows : in front by the public road, in rear by the Chambly rapids, on one side by the site of the paper mill, and on the other side by the residue of the said lot number three, belonging to Romeo H. Stevens—with a wooden house thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Chambly, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at the hour of ELEVEN in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Montréal, 1st October, 1901. Sheriff. 3776
[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D**AAME URSULE DURAND, No. 1398, } **D** of Rivière des Prairies, district of Montreal, widow by her first marriage of François Roy, of the same place, farmer, and by her second marriage of François Armand, of the same place, gentleman, Plaintiff; against the lands and tenements of FRANCOIS ROY, of the same place, Defendant.

1° Une prairie située dans la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, district de Montréal, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, sous le numéro quatre-vingt-trois (83); bornée en front par le chemin public.

2° Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, district de Montréal, contenant un demi arpent en superficie, et borné en front par la voie publique, connue et désignée sous le numéro quatre-vingt-dix (90), au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies.

3° Une terre située dans la paroisse de St-Joseph de la Rivière des Prairies, district de Montréal, contenant un arpent et demi de largeur sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, sous le numéro quatre-vingt-quatorze (94), et bornée en front par le chemin public—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.

Bureau du Shérif, Montréal, 1er octobre 1901. 3777
[Première publication 5 octobre 1901]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ALPHONSE RACINE,**
No 267. } marchand importateur, de la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires comme tel seul, sous la raison de A. Racine & Cie., Demandeur; contre les terres et tenements de **BENJAMIN GOHIER ET EDOUARD GOHIER,** tous deux commerçants, de la ville de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, et y faisant affaires comme tels en société sous la raison de Edouard Gohier & Cie., Défendeurs, conjointement et solidairement.

Saisis comme appartenant à B. Gohier, l'un des dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir:

1° Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, mesurant soixante et quatre arpents en superficie, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro deux cent vingt et un (No 211); bornée en front par la Côte de Vertu (Nord)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre sise et située en la paroisse Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, mesurant trente arpents en superficie, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro deux cent quarante (No 240); bornée en front par la Côte de Vertu (Nord)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE, Député Shérif.

Bureau du Shérif, Montréal, 11 septembre 1901. 3559-2
[Première publication, 14 septembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE CANADIAN SAVINGS**
No 1165. } **LOAN AND BUILDING**
ASSOCIATION, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa place d'affaires pour la province de Québec, dans la cité et district de Montréal, Demanderesse, contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A", annexée au bref, la propriété de **DAME MARIE JESSIE PERUSSE,** des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Eugène

1. A meadow situate in the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, under the number eighty-three (83); bounded in front by the public road.

2 A lot of land situate in the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, district of Montreal, containing one half arpent in superficies; bounded in front by the public road, known and described as lot number ninety (90), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies.

3. A land situate in the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, district of Montreal, containing one arpent and a half in width by forty arpents in depth, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, as number ninety-four (94), and bounded in front by the public road—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.

Sheriff's office, Montréal, 1st October, 1901. 3778
[First published, 5th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montréal.

Montréal, to wit: } **ALPHONSE RACINE,**
No. 267. } merchant importer, of the city and district of Montréal, and there doing business as such alone under the firm of "A. Racine & Cie." Plaintiff; against the lands and tenements of **BENJAMIN GOHIER AND EDOUARD GOHIER,** both traders, of the town of Saint Laurent, in the district of Montreal, and there doing business as such in partnership under the style and firm of Edouard Gohier & Cie., Defendants, jointly and severally.

Seized as belonging to B. Gohier, one of the said defendants, the following immovables, to wit:

1. A lot situate and being in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, in the district of Montreal, measuring sixty-four arpents in area, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number two hundred and twenty-one (No. 221); bounded in front by the Côte de Vertu (Nord)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land situate and being in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, in the district of Montreal, measuring thirty arpents in area, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number two hundred and forty (No. 240); bounded in front by the Côte de Vertu (Nord)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE, Deputy Sheriff.

Sheriff's Office, Montréal, 11th September, 1901. 3560
[First published, 14th September, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montréal.

Montréal, to wit: } **THE CANADIAN SAVINGS**
No. 1165. } **LOAN AND BUILDING**
ASSOCIATION, a body politic and corporate, having its principal office and place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montréal, Plaintiff; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A", to the writ annexed, the property of **DAME MARIE JESSIE PERUSSE,** of the city and district of Montreal, wife separate as to property of

min 1159
Col. Big
fait par
fausse
en 1888
Col. Big
1902
208
1198

Bleau, du même lieu, huissier, et le dit Eugène Bleau, dans le but d'autoriser sa dite épouse, Défenderesse, maintenant entre les mains de David Weller, de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait en cette cause par la dite défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, maintenant entre les mains et possession du dit curateur, l'immeuble suivant, à savoir :

Cet emplacement situé sur le Boulevard Saint-Denis, faisant front sur la rue Huntley, et formant partie du lot numéro huit, des plans et livre de renvoi officiels de la municipalité du village de la Côte Saint-Louis, et plus particulièrement connu comme étant la moitié nord du lot numéro cinq cent trois (8 moitié n. de 503), des dits plans et livre de renvoi officiels et mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise—avec maison et dépendances sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif
Montréal, 11 septembre 1901. 3561-2
[Première publication, 14 septembre 1901.]

Eugène Bleau, of the same place, bailiff, and the said Eugène Bleau, for the purpose of authorizing his said wife, Defendant, now in the hands of David Weller, of Montreal, duly appointed curator to the *délaissement* made in this cause by said female defendant.

Seized as belonging to the said defendant, now in the hands and possession of the said curator, the following immovable, to wit :

That certain emplacement situate at Boulevard Saint Denis, fronting on Huntley street, and forming part of lot number eight, of the official plan and book of reference of the municipality of the village of Cote Saint Louis, and more particularly known as being the north half of lot number five hundred and three (8-n-half of 503), of the said official plan and book of reference and measuring twenty-five feet in breadth by one hundred feet in depth, english measure—with dwelling house and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 11th September, 1901. 3562
[First published, 14th September, 1901.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } THE A. HARRIS, SON &
No 527. } COMPANY (LIMITED),
corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, Demanderesse ; contre LEON LAFRENIERE, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, journalier, Défendeur, à savoir :

Cette bâtisse étant le No 269, rue Inkerman—avec dépendances érigées sur le lot numéro trois cent dix-sept (317), du quartier numéro cinq, dans la cité de Hull, dit district d'Ottawa, suivant le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite cité, et les droits du dit défendeur de se servir du dit lot, suivant bail à loyer passé devant N. Tetreau, notaire public, le ou vers le premier de novembre 1894.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Hull, le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 2 octobre 1901. 3787
[Première publication, 5 octobre 1901.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } CHARLES DOUCET,
No 242. } PÈRE, Demandeur ;
vs. MAJORIQUE MILETTE, Défendeur.

Une terre située sur deuxième rang de la paroisse de Saint-Etienne, contenant deux arpents et un quart de large sur environ vingt arpents de profon-

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } THE A. HARRIS, SON &
No. 527. } COMPANY (LIMITED), a
body politic and corporate, and having its principal place of business at the city of Toronto, in the province of Ontario, Plaintiff ; against LEON LAFRENIERE, of the city of Hull, in the district of Ottawa, laborer, Defendant, to wit :

That certain building being No. 269, Inkerman street—with outbuildings erected on lot number three hundred and seventeen (317), of ward number five, in the city of Hull, said district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said city, and the right of said defendants to the use of said lot, as per lease passed before N. Tetreau, notary public, on or about the first of November, 1894.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the FIFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 2nd October, 1901. 3788
[First published, 5th October, 1901.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } CHARLES DOUCET,
No. 242. } SENIOR, Plaintiff ; vs
MAJORIQUE MILETTE, Defendant.

A land situate in the second range of the parish of Saint Etienne, containing two arpents and one quarter in width by about twenty arpents in depth,

deur, c'est-à-dire sur ce qui peut se trouver depuis le chemin de la Reine, du deuxième rang à aller aux terres du troisième rang, joignant au sud Charles Roger, et au nord Joseph Lemire—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Le dit immeuble est connu et désigné comme étant le numéro cent quatre-vingt-deux (182), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, paroisse de Saint-Etienne.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 11 septembre 1901. 3565-2
[Première publication, 14 septembre 1901.]

namely, what may be found between the Queen's highway, of the second range going to the lands of the third range, adjoining on the south Charles Roger, and on the north Joseph Lemire—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Said lot is known and described as number one hundred and eighty-two (182), of the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Saint Etienne.

To be sold at the church door of the parish of Saint Etienne, on the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 11th September, 1901. 3566
[First published, 14th September, 1901.]

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 777.

Dame Sophie Poirier, de la ville de Salaberry de Valleyfield, épouse de J. Cyrille Choquette, marchand, du même lieu, a, ce jour, intitué une action en séparation de biens contre son dit époux.

BROSSOIT & BROSSOIT,

Avocats de la demanderesse.
Beauharnois, 30 septembre 1901. 3795

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 777.

Dame Sophie Poirier, of the town of Salaberry of Valleyfield, wife of J. Cyrille Choquette, merchant, of the same place, has, this day, instituted an action in separation of property against her said husband.

BROSSOIT & BROSSOIT,

Attorneys for plaintiff.
Beauharnois, 30th September, 1901. 3796

Miscellaneous Notices

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 86

In re Dupuis, Frères & Co., Insolubles.
Un dernier et final dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 15e octobre 1901.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

HENRY W. PRENDERGAST,

Curateur.

Bureau de Henry W. Prendergast,
Montreal Street Railway Chambers.
Montréal 16 septembre 1901. 3797

Province of Quebec, }
District of Montreal } *Superior Court.*
No. 86

In re Dupuis, Frères & Co. Insolvents.
A first and final dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after Tuesday, the 15th October, 1901.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

HENRY W. PRENDERGAST,

Curator.

Office of Henry W. Prendergast,
Montreal Street Railway Chambers.
Montreal, 16th September, 1901. 3798

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Dame Rosa Hofmann, *ès-qualité*, de la cité de Montréal, faisant affaires sous le nom de Brown Bros, Faillie.

Avis est par le présent donné que, je, John Hyde, comptable licencié, de la cité de Montréal, par jugement de l'honorable juge Davidson, ai été nommé curateur des biens de la dite Dame Rosa Hofmann *ès-qualité*, le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers de la dite Dame Rosa Hofmann *ès-qualité*, sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations sous trente jours.

JOHN HYDE,

Curateur.

Montréal, 30 septembre 1901. 3801

Province of Quebec, }
District of Montreal } *Superior Court.*

In the matter of Dame Rosa Hofmann *ès-qualité*, of the city of Montreal, trading as Brown Bros, Insolvent.

Notice is hereby given that, I, John Hyde, chartered accountant, of the city of Montreal, was, by judgment of Honorable Justice Davidson, appointed curator to the property of the said Dame Rosa Hofmann *ès-qualité*, the whole as by law provided.

The creditors of the said Dame Rosa Hofmann *ès-qualité*, are hereby notified to file their claims within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,

Curator.

Montreal, 30th September, 1901. 3802

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Dame H. Dubois, Saint-Didace, comté de Maskinongé, Faillie.

Avis est donné que le trentième jour de septembre 1901, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens de la dite Dame

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

In the matter of Mrs H. Dubois, Saint Didace, county of Maskinongé, Insolvent.

Notice is given that on the thirtieth day of September, 1901, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of the court, curator to the estate

H. Dubois, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis, si elles ne l'ont pas été, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : Lamarre & Galaise,
20, rue Saint-Jacques,
Montréal, 2 octobre 1901

3805

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure.*

Alfred S. Brown, Demandeur ;

Dame Rosa Hofmann, des cité et district de Montréal, épouse de Geo. S. Brown, un interdit, curatrice dûment nommée à son dit mari, faisant affaires en sa dite qualité comme boucher et marchand de provisions, sous les nom et raison de Brown Bros. Défendresse.

Avis est par le présent donné que, je, soussignée, Dame Rosa Hofmann *es-qualité*, le troisième jour de septembre 1901, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

ROSA HOFMANN,
Curatrice.

Daté ce troisième jour de septembre 1901.

3799

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

No 72.

In re Adélaré Binette, de Lachine, Failli ;
et

St. Amour & Doucet, Cessionnaires.

Avis est par le présent donné que nous avons préparé le bordereau de collocation en cette affaire, et qu'il sera payable le 20 octobre 1901, à notre bureau.

ST. AMOUR & DOUCET,
Curateurs.

Edifice New-York Life,
11, Place d'Armes, Montréal.

3803

of said insolvent, who has made an assignment of this assets for the benefit of his creditors.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : Lamarre & Galaise,
20, Saint James street,
Montreal, 2nd October, 1901.

3806

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Alfred S. Brown, Plaintiff ;

Dame Rosa Hofmann, of the city and district of Montreal, wife of Geo. S. Brown, an interdit, curatrix duly appointed to her said husband, and carrying on business in her said quality, as a butcher and provision merchant, under the style and firm of Brown Bros.

Notice is hereby given that, I, the undersigned, Dame Rosa Hofmann *es-qualité*, did, on the third day of September, 1901, in the office of the protonotary of the superior court for the district of Montreal, make a judicial abandonment for the benefit of her creditors

ROSA HOFMANN,
Curatrix.

Dated this third day of September, 1901.

3800

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

No. 72.

In re Adélaré Binette, of Lachine, Insolvent ;
and

St. Amour & Doucet, Assignees.

Notice is hereby given that we have prepared the dividend sheet upon in this matter, and that it will be payable the 20th October, 1901, at our office.

ST. AMOUR & DOUCET,
Assignees.

New-York Life Building,
11 Place d'Armes, Montreal.

3:04

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 40

ANNONCEURS : — *Avis aux* : — Concernant avis, etc., 1925.

ASSOCIATION FORMÉE : — The Subordinate Lodges of the Knights of Pythias of the province of Quebec, 1930.

AVIS : — Quebec Central Railway, 1943 ; Résolution adoptée par le conseil municipal du comté de Dorchester, 1936.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — *Avis au sujet des* : — Assemblée législative, 1933 ; Conseil législatif, 1932.

CERCLES AGRICOLES : — Formation de : — Mission de Saint-André de Ristigouche, 1930 ; Mission Saint-François d'Assise, 1930 ; Saint-Godefroi, 1930.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas of Montreal, 1936 ; Corporation of English, German and Polish Jews Shaar Hashomayim, 1936.

ERRATA : — Avis de cancellation : — Lire canton Matalik au lieu de canton Katalik, 1935 ; Nomination de juges de paix : — Lire Alfred Gagnon au lieu d'Albert Gagnon, 1935.

EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE, 1932.

FAILLIS : — Binette, 1956 ; Bryan, 1946 ; Catudal, 1946 ; Christin, 1945 ; Dame Dubois, 1955 ; Dame Hofmann, 1955 ; Dme Hofmann, 1956 ; Dion, 1944 ; Dupuis *et al.*, 1955 ; Gardner, 1945 ; Gauthier et Vervais, 1945 ; Leost, 1945 ; McGillis, 1946 ; Rivet, 1945 ; The Porter Conrad Importing Coy, 1944.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — Eastern Townships Brick Manufacturing Co., 1939 ; La Cie de Cyclorama de Jérusalem, 1943 ; La Cie de tapis de mousse de mer, 1942 ; La Cie Electrique du Canada, 1938 ; La Compagnie théâtrale du Canada, 1941 ; Lawrence A. Wilson Coy, 1942 ; Rougier frères, 1941 ; The Garth Coy, 1939 ; The Starke Cooperage Coy, 1940.

LETTRES PATENTES EMISES : — Huntingdon Manufacturing, Milling and Power Coy, 1930.

LICITATION : — Laberge vs Dme Donegani, 1947.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT : — De H. R. Blanchard à Jos. Phil. Bazinet, 1932.

NOMINATIONS : — *Commissaires et syndics d'écoles* : — Argenteuil, 1926 ; Chicoutimi, 1926 ; Deux-Montagnes, 1926 ; Lac Saint-Jean, 1926 ; Maskinongé, 1926 ; Matane, 1926 ; Ottawa, 1926 ; Québec, 1926 ; Saguenay, 1926 ; Terrebonne, 1926.

Greffier de Cour de Circuit : — Comté de Pontiac, 1925.

Juges de Paix : — Bedford, 1925 ; Chicoutimi, 1925 ; Joliette, 1925 ; Terrebonne, 1925.

PROCLAMATIONS : — Convocation des Chambres, 1928 ; Jour d'actions de grâces, 1926.

RÈGLE DE COUR : — La Banque Nationale vs Scott *et al.*, 1946.

SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Barrette vs Plante, 1938 ; Beaudoin vs Lacas, 1937 ; Cadieux vs

Index of the Quebec Official Gazette, No. 40

ADVERTISERS : — *Notice to* : — Respecting notices &c., 1925.

ASSOCIATION FORMED : — The Subordinate Lodges of the Knights of Pythias of the province of Quebec, 1930.

NOTICE : — Quebec Central Railway, 1943 ; Resolution adopted by the municipal council of the county of Dorchester, 1936.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — *Notices Respecting the* : — Legislative Assembly, 1933 ; Legislative Council, 1932.

FARMERS' CLUBS : — Formation of : — Mission of Saint André de Ristigouche, 1930 ; Mission Saint François d'Assise, 1930 ; Saint Godefroi, 1930.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas of Montreal, 1936 ; Corporation of English, German and Polish Jews Shaar Hashomayim, 1936.

ERRATA : — Notice of cancellation : — Read township Matalik instead of township Katalik, 1935 ; Appointment of justices of the peace : — Read Alfred Gagnon instead of Albert Gagnon, 1935.

EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE OF INDIA, 1932.

INSOLVENTS : — Binette, 1956 ; Bryan, 1946 ; Catudal, 1946 ; Christin, 1945 ; Dme Dubois, 1955 ; Dame Hofmann, 1955 ; Dme Hofmann, 1956 ; Dion, 1944 ; Dupuis *et al.*, 1955 ; Gardner, 1945 ; Gauthier & Vervais, 1945 ; Leost, 1945 ; McGillis, 1946 ; Rivet, 1945 ; The Porter Conrad Importing Coy, 1944.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Eastern Townships Brick Manufacturing Co., 1939 ; La Cie de Cyclorama de Jérusalem, 1943 ; The Sea Moss Carpet Coy, 1942 ; The Canada Electric Coy, 1938 ; La Compagnie théâtrale du Canada, 1941 ; Lawrence A. Wilson Coy, 1942 ; Rougier frères, 1941 ; The Garth Coy, 1939 ; The Starke Cooperage Coy, 1940.

LETTERS PATENT GRANTED : — Huntingdon Manufacturing, Milling and Power Coy, 1930.

LICITATION : — Laberge vs Dme Donegani, 1947.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER : — From H. R. Blanchard to Jos. Phil. Bazinet, 1932.

APPOINTMENTS : — *Commissioners and school trustees* : — Argenteuil, 1926 ; Chicoutimi, 1926 ; Two Mountains, 1926 ; Lake Saint John, 1926 ; Maskinongé, 1926 ; Matane, 1926 ; Ottawa, 1926 ; Québec, 1926 ; Saguenay, 1926 ; Terrebonne, 1926.

Clerk of Circuit Court : — County of Pontiac, 1925.

Justices of the peace : — Bedford, 1925 ; Chicoutimi, 1925 ; Joliette, 1925 ; Terrebonne, 1925.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked, 1928 ; Thanksgiving day, 1926.

RULE OF COURT : — La Banque Nationale vs Scott *et al.*, 1946.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Barrette vs Plante, 1938 ; Beaudoin vs Lacas, 1937 ;

Girard, 1936 ; Garneau vs Baril, 1937 ; Gervais vs Dubuc, 1937 ; Lecompte vs Chapelle, 1938 ; Martin vs Dubreuil, 1937 ; Paul-Hus vs Manseau, 1938 ; Poirier vs Choquette, 1955 ; René vs Régis, 1938.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Derrick vs Aller, 1937.

FERRÉS DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc* :—Cantons Armagh, 1930 ; Armand, 1930 ; Blake, 1929 ; Dorion, 1929 ; Peterborough, 1929.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—Seney *et al* vs Allard, 1947.

BEAUHARNOIS :—Cousineau vs Cossette, 1948.

BEDFORD :—Nutting vs Joyal, 1948.

CHICOUTIMI :—Cauchon vs Murray, 1950 ; Gauvreau *et al* vs Potvin, 1949 ; Lepage vs Harvey, 1949.

MONTRÉAL :—Corneille, failli, 1950 ; Dme Durand vs Roy, 1952 ; Racine vs Gohier & Cie, 1953 ; Rochon vs Fortin, 1952 ; The Birkbeck Investment Security and Savings Coy vs Legault, 1951 ; The Canadian Savings Loan and Building Association vs Dme Pérusse, 1953 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Dme Chiniquy *et al*, 1951 ; Willett vs Chevrier *et al*, 1952.

OTTAWA :—Harris, Son & Coy vs Lafrenière, 1954.

TROIS-RIVIÈRES :—Doucet vs Millette, 1954.

Cadioux vs Girard, 1936 ; Garneau vs Baril, 1937 ; Gervais vs Dubuc, 1937 ; Lecompte vs Chapelle, 1938 ; Martin vs Dubreuil, 1937 ; Paul-Hus vs Manseau, 1938 ; Poirier vs Choquette, 1955 ; René vs Régis, 1938.

SEPARATION FROM BED AND BOARD :—Dme Derrick vs Aller, 1937.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc* :—Townships Armagh, 1930 ; Armand, 1930 ; Blake, 1929 ; Dorion, 1929 ; Peterborough, 1929.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Seney *et al* vs Allard, 1947.

BEAUHARNOIS :—Cousineau vs Cossette, 1948.

BEDFORD :—Nutting vs Joyal, 1948.

CHICOUTIMI :—Cauchon vs Murray, 1950 ; Gauvreau *et al* vs Potvin, 1949 ; Lepage vs Harvey, 1949.

MONTREAL :—Corneille, insolvent, 1950 ; Dme Durand vs Roy, 1952 ; Racine vs Gohier & Co, 1953 ; Rochon vs Fortin, 1952 ; The Birkbeck Investment Security and Savings Coy vs Legault, 1951 ; The Canadian Savings Loan and Building Association vs Dme Pérusse, 1953 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Dme Chiniquy *et al*, 1951 ; Willett vs Chevrier *et al*, 1952.

OTTAWA :—Harris, Son & Coy vs Lafrenière, 1954.

THREE RIVERS :—Doucet vs Millette, 1954.